

T 2137 - 765 - 10,00 F
3792137010003 07650

hebdo

le monde
Libertaire



ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°765 JEUDI 19 OCTOBRE 1989 10,00 F

POUR NÉGOCIER « VRAI » :
La grève ...



RIEN D'AUTRE !

F°P. 2520

N°765 JEUDI 19 OCTOBRE 1989

communiqués éditions

• NANTES.

Vous pouvez retrouver les militants du groupe de Nantes tous les samedis, de 11 h 30 à 12 h 30, sur le marché Talensac lors de la diffusion du « Monde libertaire ». De même, l'émission du groupe sur Radio Alternante (97.5 MHz), « Magazine libertaire », continue de plus bel le samedi de 12 h à 13 h. Enfin, le groupe rappelle qu'il est toujours possible de se procurer son journal, « Le Farfadet », (n° 6/7) au prix de 10 F port compris à l'adresse suivante : « Magazine libertaire », Radio Alternante, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

• AURILLAC.

Une liaison existe à Aurillac. Les personnes intéressées peuvent écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• VAL-D'YERRES.

Le groupe du Val-d'Yerres vend le « Monde libertaire » tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30, à la gare de Villeneuve-Saint-Georges. Ses membres vous invitent à venir les rencontrer.

• BORDEAUX.

Le groupe Emma-Goldman reprend ses permanences, tous les samedis, de 14 h à 16 h, au local du 7 rue du Muguet à Bordeaux. Aux mêmes horaires, ouverture de l'athénée libertaire (livres, revues, journaux, posters, etc.). D'autre part, nous continuons à participer aux émissions de radio suivantes, sur la Clé des ondes (95.3 MHz) : « On a faim », musique anarcho-punk, tous les vendredis, de 21 h à 22 h ; et « Prisons », un jeudi sur deux de 21 h à 22 h 30.

• LYON.

Le groupe Galina-Makhno de Lyon tient des permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 19 h à 20 h 30, au CEP, 44, rue Saint-Georges, Lyon V°. Vous pouvez aussi contacter le groupe en écrivant à : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

• ANNECY.

Nous informons l'ensemble des anarchistes, des libertaires et des anarcho-syndicalistes de Haute-Savoie qu'une liaison de la Fédération anarchiste existe sur Annecy. Nous demandons aux personnes intéressées de prendre contact par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• TOULON.

Le groupe Région toulonnaise diffuse des brochures : étoile noire, étoile noire et rouge, deux mains brisant un fusil au prix de 8 F 50 l'unité à partir de sept exemplaires (port compris). Chèque à l'ordre de NAPPI, à adresser à : CESL, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon.

• TOULON.

Le groupe Région toulonnaise tient ses permanences tous les samedis de 15 h à 18 h au Cercle Jean-Rostand, rue Montebello, derrière la gare de Toulon.

• RENNES.

Le groupe de Rennes de la Fédération anarchiste organise, le jeudi 19 octobre, à 20 h 30, à la MJC la Paillette, 9, rue La Paillette, une réunion-débat intitulée tout simplement : « Pour l'anarchisme ».

• ROUEN.

Le groupe de Rouen diffuse pour ses sympathisants le film « Histoire du mouvement anarcho-syndicaliste », le samedi 21 octobre à 14 h à son local : CES, 64, rue Beauvoisine, Rouen.

• DIJON.

Le groupe de Dijon vous annonce la sortie du n° 3 de « La Mistouffe », journal local d'expression libertaire. Toujours gratuit et disponible (contre 2,20 F en timbre, ou plus en soutien) à notre local : 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

• SAINT-ETIENNE.

Après la « pause » de l'été, l'émission « Rouge et noir-Tribune libertaire » est à nouveau diffusée sur les ondes de Radio-Dio (89.5 MHz) les vendredis de 13 h à 14 h 30. Par ailleurs, le groupe Nestor-Makhno tient une permanence tous les jeudis, à partir de 18 h 30, salle 15 bis, CNT-AIT-Libre Pensée, à la Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LILLE.

Le Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux a réouvert ses portes le samedi 2 septembre au 1-2 rue Denis-du-Péage, Lille (métro Fives). Les permanences pour cette année sont : jeudi soir de 19 h à 20 h et le samedi après-midi de 15 h à 19 h. Une librairie, une bibliothèque, une cassetothèque, une vidéothèque, des pochoirs, des affiches, des posters... des conférences ; c'est cela le Centre culturel libertaire lillois ! Pour tous renseignements : un téléphone (20.47.62.65) et une adresse (1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux, change d'horaires. Vous pouvez la retrouver tous les vendredis, de 20 h 30 à 22 h, sur Radio Campus (91 MHz). La nouvelle équipe vous attend avec impatience...

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11°
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publ Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

éditions

• « TERREUR ET DICTATURE JACOBINE ».

Le pouvoir jacobin, et plus particulièrement la période de la Terreur, a été largement analysé voire galvaudé. Contre-révolutionnaires, libéraux, marxistes mettent en valeur telle ou telle facette pour condamner ou justifier la dictature. Aucun ne pose le problème du rapport entre gouvernement et liberté (en retard sur ce point de deux cents ans sur l'Enragé Jean-François Varlet). Cette brochure se propose de combler cette lacune. Vous pouvez vous la procurer à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F. D'autre part, pour recevoir le catalogue des Editions Partage Noir, il suffit d'envoyer une enveloppe timbrée à : Partage Noir c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.



Points de vue sur l'anarchisme

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Chaque cours sera précédé d'une émission d'introduction sur Radio-Libertaire (89.4 MHz) le samedi de 19 h 30 à 21 h :

- 17 octobre : « Fondements économiques d'une société égalitaire », la lutte contre le capitalisme et toutes formes de privilèges ;
- 24 octobre : « Le fédéralisme libertaire », une autre manière de s'organiser dans la liberté ;
- 31 octobre : « La question de l'Etat », conception anarchiste et conception marxiste ;
- 7 novembre : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'interventions et pratiques libertaires de l'action directe ;
- 14 novembre : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ;
- 21 novembre : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louis-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII^e (métro Blanche).

FÉDÉRATION ANARCHISTE

• « GÉRONS LA VILLE NOUS-MÊMES ».

Qu'est-ce qu'une commune aujourd'hui ? Les habitants peuvent-ils agir ou vaut-il mieux laisser les mains libres à des spécialistes ? Cette brochure apporte quelques éléments concrets de réponse sur un sujet qui nous concerne tous. Cette brochure, qui a été réalisée à partir d'articles parus dans le « Monde libertaire », est vendue 15 F en soutien au « Monde libertaire » à la librairie du Monde libertaire.



• « MAI 68, PAR EUX-MÊMES »

Le livre « Mai 68, par eux-mêmes » est paru aux Editions du Monde libertaire. De nombreux textes et propos recueillis par « Chronique syndicale », « Femmes libres » et le groupe Pierre-Bernard de la Fédération anarchiste pour la somme de 90 F, cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde libertaire.



• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI^e de la Fédération anarchiste vient d'édition, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).



• « ITINÉRAIRE ».

La revue « Itinéraire » vous informe que le numéro 5/6 vient de paraître. Ce numéro double est entièrement consacré à Errico Malatesta, militant anarchiste italien né en 1853 et mort en 1932. A travers les articles de H. Becker, P. Finzi, M. Varenco, G. Sacchetti, M. Martini..., nous découvrons son énorme activité qui couvre plus de 50 ans de la vie du mouvement anarchiste italien et international. De la Première Internationale à la montée du fascisme italien, en passant par le congrès anarchiste d'Amsterdam, la Semaine rouge d'Ancone et l'Italie révolutionnaire des années 20. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 80 F.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
 145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
 Adresse.....
 Code postal..... Ville.....
 A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
 Pour tout changement d'adresse,
 joindre la dernière bande de routage.

communiqués

• LILLE.

Le groupe « Humeurs Noires » organise des débats publics le 31 octobre sur le thème : l'extrême droite et les luttes antifascistes. Le 12 décembre sur le thème : les expériences alternatives et libertaires aujourd'hui (squats, communautes, crèches parentales, etc.). Ces réunions se dérouleront à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet (métro République) à Lille, à partir de 20 h. Tous les compagnons sont invités à y participer en apportant des contributions écrites, visuelles, etc.

• NÎMES.

La liaison de la Fédération anarchiste de Nîmes organise une projection de film vidéo. Cette projection sera donc l'occasion de nous rencontrer et de discuter de l'anarchisme et de son devenir en général. Cette soirée, qui n'est pas un débat contradictoire ouvert au public, est ouverte aux sympathisants du mouvement anarchiste. Le film l'« Orchestre noir » sera projeté le lundi 6 novembre, à 20 h 30, à la MJC A. Malraux de Nîmes.

IMPÔTS

Les Finances ne lâchent pas !

A U cours du conflit des Impôts, nous n'avons pas encore évoqué le problème du Parti socialiste. En effet, les agents des Finances sont un fort électorat socialiste et nombreux sont ceux qui, parmi eux, sont membres du parti ou militants. Avec la tournure que prend le conflit, devant l'attitude des ministres et du gouvernement socialiste, l'électorat PS des Impôts commence à rechigner vivement contre ceux qu'ils ont élus. Interpellé à l'Assemblée nationale, Le Garrec, secrétaire du groupe parlementaire socialiste a été clair. Le groupe socialiste interpellera le gouvernement sur le conflit des Impôts tout en soutenant le gouvernement. Le message est limpide : on est avec vous mais aussi avec le gouvernement, et surtout continuez à voter pour nous.

La réponse a été claire, elle aussi, les cartes électorales et du PS, déchirées, ont volé au vent. Cela n'est que la partie visible d'une réaction vive face au PS. Un autre combat est mené derrière cela. Certains membres du PS, syndicalistes dans le conflit des Impôts, essaient de se servir du conflit pour régler des comptes au sein du PS et pour virer la tendance actuellement au pouvoir au profit d'une autre (le congrès du PS n'est pas loin !). Arrêtons là ces digressions de basse politique, et ne nous faisons pas trop de soucis pour les socialistes. Ce sont des politiciens, et les électeurs des Impôts se feront avoir aux prochaines élections au chantage de cette gauche frileuse : « Ne pas voter pour nous, c'est voter pour la droite et faire le jeu de Le Pen ».

Pour l'instant, ce sont toujours les agents en grève qui gèrent leur



conflit, la décision finale se prend toujours dans les assemblées générales. Lors des négociations du 6 octobre, Bérégovoy a encore refusé de négocier sur des augmentations de salaire. A la place, il n'a promis qu'une prime supplémentaire qui, de surcroît, serait une prime de productivité, donc à la tête du client. En plus, il a voulu porter les négociations au niveau des différentes directions du ministère des Finances. Ce fut bien sûr un tollé général contre ces propositions. Pour Bérégovoy, il est impossible d'accorder une augmentation de salaire aux Finances, car cette augmentation s'appliquerait à toute la Fonction publique. Pour calmer le jeu dans les autres secteurs de la Fonction publique, Durafour a mis à l'étude un projet de réévaluation de la grille des salaires. C'est ici que se pose le problème de savoir si le conflit se pose au niveau Fonction publique et non plus uniquement à celui des Finances. Il n'est pas évident de lancer le conflit sur toutes les catégories de fonctionnaires, mais les contacts sont pris et une manifestation

nationale Fonction publique est prévue pour le 19 octobre.

Maintenant, la répression commence à tourner à plein régime. Aux Douanes tout d'abord, où la police est intervenue pour vider les piquets de grève (voir encadré ci-contre). Pour les Impôts, la police a l'ordre d'intervenir quand elle veut pour dégager tous les piquets de grève. Sur 190 000 fonctionnaires des Finances, plus de 100 000 sont en grève et pas prêts de lâcher prise pour obtenir satisfaction. Souhaitons qu'ils ne se feront pas avoir comme les Peugeot, qui ont quitté la forge...

Philippe SPEC (Gr. Louise-Michel)

Quatre CRS pour un gréviste !

Vendredi 13 octobre, sept locaux douaniers occupés par des grévistes, avec piquets de grève, ont été envahis par les CRS. Les flics sont intervenus dans les deux centres informatiques de Toulouse et Cergy, mais aussi au Havre, à Rungis, à Bayonne et à Roissy. Pour chacune de ces interventions, l'Etat a mis le paquet : quatre CRS pour un gréviste ! Devant cet état de fait toute résistance fut impossible.

Aujourd'hui, certains non-grévistes, pas choqués par l'intervention policière, travaillent au milieu des CRS dans les centres informatiques. Un fois de plus, le droit de grève se fait rogner, mais la riposte s'organise...

P. S.



Editorial

LA parole d'un homme politique est décidément une denrée bien périssable. Voici deux mois, Rocard s'affirmait confiant en la rentrée sociale et convaincu de l'efficacité de son nouveau joujou : le pacte de croissance. Voici un mois, il se disait fier d'avoir donné son nom à une « méthode », celle du cas par cas et de la négociation et foudroyait vertueusement Calvet, patron plus dans le coup se murant dans son refus de négocier... Alors même que depuis cinq mois, le ministère des Finances traite la lutte des fonctionnaires des Impôts par le mépris, commençant par refuser, dans un interminable premier temps, toute négociation, pour ensuite consentir à discuter de tout, sauf de la principale revendication des employés des Impôts : leurs salaires. Et voilà que Rocard, jamais à court d'idées pour noyer le poisson, fait miroiter une refonte de la grille des salaires pour la fonction publique, dont il est clair que les fonctionnaires n'attendent rien : huit ans de pouvoir socialiste ont semble-t-il définitivement ancré la méfiance... et remis au goût du jour la meilleure arme des travailleurs : la grève. Longue, dure, déterminée, ne cédant ni au découragement, ni aux provocations, ni aux bonnes paroles... Et si la force tranquille était en train de changer de camp ?

PEUGEOT

Retour à la « normale » ?

VENDREDI dernier un représentant de Calvet a annoncé l'annulation des sanctions, et « notamment » la levée des vingt-six licenciements de Mulhouse. Avec la nomination d'un conciliateur, le gouvernement a réussi à tirer son épingle du jeu (1) dans le ballet compliqué qu'il mène sur le couvercle de la marmite sociale, mais l'avenir reste incertain. En effet, si la direction de Peugeot a été contrainte d'annoncer la levée des sanctions, pas la moindre proposition n'a été faite de sa part en termes de salaires. L'unité syndicale qui jusqu'ici a amené Calvet à négocier avec les syndi-

cats continuera-t-elle à prodiguer ses bienfaits ?

Les autres syndicats ne s'expriment pas énormément dans les médias, la CGT a déclaré son attachement à l'unité d'action. Ainsi, la centrale de Montreuil déclare : « Il y va de l'intérêt de tous les salariés de Peugeot Mulhouse et de Sochaux et de l'ensemble du groupe, qu'ils soient grévistes ou non-grévistes, d'imposer de véritables négociations à la direction à partir des revendications démocratiquement exprimées par les salariés. La CGT, pour sa part, est prête à développer toutes les initiatives unitaires possibles pour élargir et renforcer le niveau de la lutte.

C'est la tâche de l'heure ! » Diable, ça nous change de « seule la CGT » et des diatribes sur les « syndicats réformistes », comme quoi il suffirait qu'à la base ça bouge avec force, pour que la direction de la CGT revienne au syndicalisme... Affaire à suivre.

La forge a été évacuée. Dans le silence, après 19 jours et 19 nuits d'occupation non-stop. On espère seulement que ceux qui vont négocier vont se sentir tenus par la pugnacité des occupants pour que la négociation ne tourne pas à la mascarade.

Parce qu'après l'annonce médiatique de l'annulation des 26 licenciements, des 104 procédures de licenciements et des 104 procédures de mise à pied qui ont eu lieu depuis le début du conflit, que restera-t-il aux grévistes syndiqués et non-syndiqués sinon la confiance en les militants qui vont négocier ?

Après le temps de la lutte, vient le temps du règlement négocié du conflit. Aucun leader du conflit Peugeot n'a été imposé aux médias pendant la grève. On a déjà oublié celui du négociateur, que le résultat de la lutte ne soit pas bradé, car les travailleurs jugent sur pièces.

J.-P. G.

(1) Ce qui a fait dire à notre Rocky national que « L'Etat a servi à ce qu'on recommence à se parler ». Comme si on l'attendait !



CALVET, UN RICHARD AU COEUR DE LION.

Amis lecteurs

Le mois dernier nous vous faisons part, une nouvelle fois, de nos difficultés. Pour un journal tel que le nôtre, cela devient hélas ! une rengaine. Et c'est bien grâce à tous ceux, lecteurs, militants et sympathisants de la Fédération anarchiste qui pensent que le Monde libertaire doit continuer, que depuis des années, vaille que vaille, ce titre demeure. Mais lorsqu'à la situation financière préoccupante s'ajoute l'obligation de changer de local, il devient nécessaire d'effectuer une pause, de réfléchir à des modifications de fabrication afin de pouvoir continuer.

Depuis un mois, à quelques-uns, nous nous sommes penchés sur les problèmes qu'affronte notre journal. Des solutions se sont dégagées et ont été proposées à un comité de relation élargi qui regroupe des militants mandatés par leurs groupes respectifs. Au moment où notre journal boucle, nous ne connaissons pas encore les décisions prises et un prochain « Amis lecteurs » vous en tiendra informés.

Mais d'ores et déjà, nous pouvons sans trop de risque annoncer que cette « restructuration » s'accompagnera d'une évolution de notre maquette et d'innovations techniques. Quoi qu'il en soit, ces modifications nécessaires ne pourront se faire qu'avec votre participation et votre aide. Une fois de plus, il est essentiel que vous soyez à nos côtés et nous sommes persuadés que vous y serez.

Les administrateurs

Voici la liste des souscriptions, ainsi que celle des prélèvements automatiques pour le mois de septembre.

Souscriptions de septembre 1989 : BELLAFON M. (60 F) ; ECIAL L. (60 F) ; BES P. (100 F) ; YOLKA M. (30 F) ; LÉONARD M. (60 F) ; ROCHARD J.-P. (60 F) ; KLIMON E. (60 F) ; KARCHER S. (60 F) ; Anonyme (100 F) ; FEUTRY G. (60 F) ; BACCY P. (60 F) ; SAINTIER (100 F) ; POJOSCS A. (60 F) ; LE GUYADER J.-P. (60 F) ; LAPEYRE P. (1 000 F) ; GAULON J.-C. (60 F) ; VIENNEY G. (60 F) ; PUBEYRON (200 F) ; MASUREL H. (350 F) ; ROSELL W. (60 F) ; Revue bulgare « Revolution anarcho-communiste » (3 000 F) ; BROUSSOT D. (60 F) ; CALAS S. (100 F) ; FRERET T. (60 F).

Total septembre : 5 880 F
Total depuis janvier 1989 : 28 654 F

Prélèvements automatiques septembre 1989 : Lionnel NICAUD (50 F) ; Alain CABANETTES (100 F) ; Mateo SANCHEZ (50 F) ; Alain BADER (69 F) ; Patrice ATZORI (50 F) ; Gr. Berneri (150 F) ; Pierre BOUEY (80 F) ; Bruno LAPASSET (100 F) ; Jean CORNIC (10 F) ; Daniel COSTES (50 F) ; Gérard ESCOUBET (50 F) ; Luc FERNANDEZ (50 F) ; GIRAUD-CHAVIGNER (300 F) ; Gr. de Rouen (50 F) ; Guy MILLOT (20 F) ; ETCHEGOREN (100 F) ; Gérard PIVERT (25 F) ; Louis MAGLIONA (200 F) ; Graziella MAEIR (50 F) ; Yves PEIRAT (50 F) ; Yves PEYRAUT (100 F) ; François GÉRARD (60 F) ; Jean-François RETOU (100 F) ; Didier CORDELET (30 F).

Total septembre : 1 894 - frais = 1 572 F
Total depuis début 1989 : 13 665,95 F

numéro 5/6 vient de consacré à Errico... 1932. Finzi, M. Varengo, ns son énorme acti- vement anarchiste nationale à la mon- congrès anarchiste l'Italie révolution- du Monde libertaire

qués

es débats publics le les luttes antifascis- cences alternatives et és, crèches parenta- sion de la nature et République) à Lille, invités à y participer elles, etc.

Nîmes organise une sera donc l'occasion isme et de son deve- débat contradictoire ants du mouvement ra projeté le lundi 6 x de Nîmes.

SANTÉ

L'urgence à l'européenne

Il y a un an, les infirmières se mettaient en grève, en France, après leurs collègues britanniques. Comme celles-ci, pour la première fois, elles osaient arrêter ou limiter les soins. Et chacun de découvrir qu'elles étaient des salariées comme les autres, pas ou plus les êtres dévoués et dociles qu'elles paraissaient depuis qu'elles remplaçaient les nonnes. Et chacun d'être surpris qu'elles puissent se mettre en colère ! Et chacun d'apprécier qu'il y avait de quoi !

Leurs revendications révélaient la crise de l'hôpital : non pas répondre aux besoins de la population, mais se conduire comme une entreprise. A l'heure où les demandes en matière sanitaire et sociale s'accroissent et se diversifient, les gouvernements répondent par des politiques d'austérité, cherchant à rendre le secteur de la Santé « rentable » pour diminuer les coûts et chercher à rééquilibrer ainsi le budget de la Sécurité sociale, laissant ainsi plus de 250 000 personnes sans aucune couverture, favorisant aussi, à terme, une Santé à deux vitesses. « Les sommes consacrées à la Santé ne dépendent plus des

besoins, mais de la situation économique » (1).

Les conséquences d'une évolution

Voilà plus de vingt ans que les établissements hospitaliers doivent faire face à d'importantes modifications démographiques, technologiques et sociales : une population âgée qui s'accroît, une urbanisation déséquilibrante (transports, alimentation, garde d'enfants, etc.), des exclusions sociales (chômage, racisme, etc.) engendrant de graves conséquences (drogue, délinquance, etc.), des techniques de dépistage, de soins, de contrôle, de gestion administrative en pleine évolution (scanner, résonance magnétique nucléaire, informatique, etc.). Mais aussi à des changements de mentalités : de la population dans leur rapport à l'intérieur de la famille (foyer monoparental en nombre croissant, séparations plus nombreuses, autorité parentale qui s'amoindrit, etc.), dans leurs rapports amoureux et affectifs. Et ces changements rencontrent ceux du monde du travail : les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler ; avec des enfants, elles poursuivent leur activité salariée. Elles veulent s'installer durablement dans leur travail salarié. Les femmes représentant 80% des effectifs hospitaliers, l'hôpital ne peut que ressentir les conséquences de cette évolution.

Non seulement les femmes veulent travailler, mais elles entendent bien dire comment elles veulent travailler, organiser leur travail et les relations avec leurs collègues. Et si elles travaillent, ce n'est pas pour un salaire d'appoint ; mais pour un salaire qu'elles revendiquent à un certain niveau, pour vivre décemment, mais aussi celui de leur qualification. A travers cette évolution des mentalités, la dignité de femmes et d'hommes debout apparaît, comme à Peugeot, comme à la COMATEC, comme parmi nos compagnons « colonisés » kanaks ou corses, comme chez Chausson, à la SNECMA, à la SNCF, ou comme chez les étudiants en 1986.

Un saupoudrage inefficace

Il est aisé alors de comprendre que le saupoudrage salarial ne peut apaiser ce feu. Et que cela puisse redémarrer un an après.

Ce ne sont donc pas les maigres augmentations de salaire accordées aux infirmières, ni les quelques modifications de grilles qui calment le malaise du personnel, qui régleront les problèmes de l'hôpital. Non, l'hôpital est malade de sa hiérarchie, de ses carcans, de sa léthargie. Et ce n'est pas l'entrée dans l'ère de la rentabilité qui le guérira.

Les infirmières, en 1986, avec les personnels hospitaliers, ont crié pour une augmentation salariale de 2 000 F, mais aussi, ne l'oublions pas, pour une formation de qualité, pour l'accès à la formation continue, pour une augmentation des effectifs, pour l'amélioration des conditions de travail : pour un plan d'urgence dans la Santé !

Evin n'a pas voulu les entendre. Les syndicats les ont trahies, en signant les accords du 21 octobre 1988 (CFDT, CFTC, CGC, FO) ou en ne faisant rien (CGT). Ce fut un coup de poignard dans le dos. Elles ont eu du mal à s'en remettre, mais la coordination, même affaiblie, est la seule organisation leur permettant de se retrouver toutes ensemble, syndiquées et non-syndiquées.

Pendant cette année, elles ont pu tirer le bilan, réfléchir à ce qu'elles avaient réellement gagné, seules,

c'est-à-dire très peu. Elles sont à présent plus nombreuses à penser que c'est unies, avec les autres catégories, qu'il faut lutter : l'infirmière n'étant qu'un maillon de la chaîne de soins, les autres maillons de l'équipe (autres enseignants, mais aussi personnels techniques, administratifs et généraux).

formation d'infirmières en rallongeant notamment le temps de formation, il n'en reste pas moins que pour les autres catégories rien n'a été fait. La situation est très diversifiée, d'un pays à l'autre, en ce qui concerne les infirmières psychiatriques : en Italie, en Allemagne et au Danemark, le diplôme d'infirmière

Mais il semble bien que les systèmes de santé des différents pays européens soient bien mal en point. La pénurie en effectifs et la dégradation des conditions de travail sévissent bien au-delà de nos frontières. Seule, l'Espagne paraît ne pas souffrir d'un manque d'effectifs, si bien que l'Allemagne pourrait, après avoir recruté des corennes et des thaïlandaises pour combler les postes vacants, se tourner vers la région de Pamplona, si les réfugiés de RDA ne freinent pas ce phénomène.

Une journée d'action européenne

Ainsi, la journée d'action européenne du 21 octobre, à l'appel de la Coordination infirmière, des différents collectifs de mobilisation des catégories sanitaires, du collectif de rassemblement et de mobilisation des personnels du secteur social (CREM), soutenue par la CGT et le CRC (fédération régionale des syndicats Santé-Sociaux Ile-de-France) pourrait bien être l'expression massive du malaise des personnels hospitaliers, mais aussi de l'urgence à « faire en sorte que la Santé devienne une priorité et soit défendue comme il se doit » (4).

Manifestation intercatégorielle (enfin !) et européenne à Paris, avec des délégations de Belgique, des Pays-Bas et d'Espagne. Manifestation dans d'autres villes européennes, comme Londres, Manchester, car rappelés que depuis deux ans des mouvements et des grèves ont touchés les hôpitaux et cliniques de Grande-Bretagne, de Belgique, d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne, d'Italie, de Hollande, etc., la population s'associant au personnel hospitalier — organisé le plus souvent en dehors des syndicats, sous forme de coordinations —, pour défendre le maintien, voire l'extension de la couverture sociale (5).

Mais attention, la mobilisation ne redémarrera pas vite. Voyons cette journée comme la première action intercatégorielle européenne, première étape d'une large mobilisation qu'il faudrait construire.

L. N.

(1) Voir Monde libertaire n° 722 du 20 octobre 1988.

(2) Motion n° 4 adoptée à une très grande majorité lors de l'assemblée nationale du 16 septembre 1989.

(3) Motion n° 5 adoptée à l'unanimité lors de l'assemblée générale du 16 septembre 1989.

(4) Motion n° 1 adoptée largement lors de l'assemblée générale du 16 septembre 1989.

(5) Le forfait journalier atteint 150 F en Belgique pour les longs séjours !



Mais cette idée de s'allier aux autres catégories n'avance qu'avec la volonté de garder sa spécificité d'infirmière. C'est pourquoi, l'assemblée générale nationale du 16 septembre avait décidé d'une journée d'action infirmière pour le 12 octobre. Succès mitigé, si l'on compare la participation à la grève (13% à l'API, 2% ailleurs, sur le plan national) et à la manifestation (5 000 à Paris) avec l'automne dernier : réussite, toutefois, si on place cette journée dans une phase de remobilisation.

Les revendications sont les mêmes qu'en 1988, mais les priorités se sont déplacées vers les effectifs et les conditions de travail. « La profession infirmière vit une crise sans précédent. Non seulement, rien n'est réglé, mais tout est aggravé : désertion des écoles, des centaines de démissions, des centaines de postes vacants... L'intolérable est atteint. La qualité des soins est en cause. » (2). C'est pourquoi la coordination infirmière dénonce, chaque jour, l'insuffisance des effectifs, les postes vacants, l'obligation de doubler sa journée de travail quand la relève n'est pas assurée... Les informations alarmantes sont reprises par les médias, mais rien n'est dit pour les autres catégories. La mort d'une de leurs collègues de l'hôpital parisien Pitié-Salpêtrière, suite à une contamination par le SIDA leur paraît être un bon révélateur : « l'aggravation de nos conditions de travail, le manque d'effectifs, le nombre de plus en plus important de malades que nous devons soigner accentuent les risques d'accidents professionnels auxquels nous sommes exposés quotidiennement. » (3)

La perspective européenne

A ces revendications s'ajoute celle de placer la profession, mais aussi toutes les catégories de la Santé, dans la perspective européenne. Si, après les directives des communautés européennes de 1977, les diplômes, certificats et autres titres d'infirmières responsables de soins généraux sont reconnus, si la France, depuis 1980, a modifié la

en soins généraux permet d'exercer en psychiatrie sans formation spécifique ; en Belgique, Irlande, Pays-Bas et Grande-Bretagne, la situation est identique à la France, les infirmières psy. ne peuvent exercer qu'en psychiatrie, les infirmières en soins généraux peuvent exercer en psychiatrie. Quant aux infirmières spécialisées (infirmières en salle d'opération, en anesthésie-réanimation, puéricultrices), le diplôme n'est reconnu que dans le ou les pays qui connaissent cette spécialité. Pour toutes les autres professions paramédicales et médico-techniques (manipulateur radio, technicien de laboratoire), il n'y a pas encore de directive prévoyant la reconnaissance des diplômes. Plus grave est le cas des aide-soignantes, pour qui le diplôme n'est pas reconnu au niveau européen, et pour lequel il n'y a pas non plus de recommandations. La préoccupation est justifiée quand on sait qu'en Italie, des auxiliaires, recrutées par concours, sans obligation de formation, font une grande partie du travail des aide-soignantes.



en bref...en bref...

• PRESSE.

Le numéro 83 d'IRL (Informations réflexions libertaires) vient de paraître. Dans ce numéro, consacré essentiellement à ce que peut être l'anarchisme aujourd'hui, vous trouverez aussi des informations sur les pays de l'Est, un article sur l'anarcho-syndicalisme, nationalisme et culture, et le Centre de documentation libertaire de Lyon. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

• SYNDICALISME.

La CNT relance son activité dans le Nord-Pas-de-Calais. Pour contacter le syndicat Santé-Social-Education et le syndicat INTERCO, une seule adresse : Union locale de la CNT, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille (tél. : 20.47.62.65). Permanence tous les premiers samedis du mois. Prochain rendez-vous : samedi 4 novembre de 15 h à 17 h (SSE) et de 17 h à 19 h (INTERCO).

• RENCONTRE.

Le 21 octobre, à partir de 15 h, la CNT-AIT organise une rencontre syndicale fraternelle au 33, rue des Vignoles dans le XX^e arrondissement de Paris (métro Avron ou Buzenval). Il y est prévu un buffet et une animation musicale.

• MANIFESTATION.

Samedi 21 octobre, à partir de 14 h, le CAIF organise les « Espaces Nouvelle Citoyenneté » sur l'esplanade du Château-de-Vincennes. Vous y trouverez un « Village enfants », un « Village associatif » avec un stand de la Fédération anarchiste. Vous pourrez y voir un spectacle pyrotechnique et écouter un concert gratuit.

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

R...
le...
nucléaire...
plusieurs...
selon le...
sées au...
d'Agen...
par les h...
les tables...
tous poi...
buvette e...
et débats...
chimistes...
une gran...
crédible...
phère gri...
24 heures...
de surcro...
à remplir...
A l'en...
tions, de...
pendants...
saient par...
« Certain...
aujourd'h...
assister a...
étouffant...
et oublian...
ble le 14...
forces da...
Golfech...
cher le ch...
proce...

Le...
Les ind...
vendredi...
tenant à...
Samedi...
personnes...
le retour...

La...
A...
l'h...
mi...
réf...
tenaire sur...
des menta...
1838, le C...
tion asiles)...
toujours d...
droits de...
ments abu...
que l'on s...
Mme Luki...
française d...
Pour un...
vol ou un...
peut se retr...
trie. C'est...
Loyon et à...
fois, les im...
les conséq...
peu archaï...
tion un pe...
retrouver e...
dans un co...
lisé. Ce n'e...
habitude. M...
rait, comm...
bourgeois...
Celui prop...
quelques in...
En effet...
tre au Parl...

ANTINUCLÉAIRE Agen, les 7 et 8 octobre

RÉPONDANT à l'appel européen lancé par le Collectif « Vivre sans le danger nucléaire de Golfech » (VSDNG), plusieurs milliers de personnes (selon les organisateurs) sont passées au Parc des expositions d'Agen. Malgré la musique diffusée par les hauts-parleurs, les stands et les tables de presse (Verts, écologistes de tous poils, CPR, LCR, etc.), la buvette et le buffet, les conférences et débats nombreux (où physiciens, chimistes, députés... se succédaient), une grande ambiance de fête — peu crédible — flottait dans l'atmosphère grise d'Agen. L'annonce de 24 heures de musique non-stop et, de surcroît, gratuites, n'a pas suffi à remplir la grande salle de concert.

A l'entrée du Parc des expositions, des tracts signés « des indépendants » invitaient ceux qui passaient par là à se rendre à Golfech : « Certains nous invitent aujourd'hui loin de Golfech, pour assister à colloques et concerts, étouffant ainsi la révolte populaire et oubliant la décision prise ensemble le 14 juin de mettre toutes nos forces dans un rassemblement à Golfech, ultime action pour empêcher le chargement de la centrale le mois prochain. »

Les indépendants

Les indépendants se sont installés vendredi-soir sur un terrain appartenant à EDF, face à la centrale. Samedi, vers 20 h, une dizaine de personnes attendaient autour du feu le retour d'autres indépendants,

partis à Agen afin de prendre la parole au forum des associations, et ainsi d'informer de leur existence plus de personnes. Issu du Collectif VSDNG, créé depuis l'occupation par des militants d'une tour de refroidissement de la centrale (en juin dernier), ces indépendants s'opposent aux organisateurs du rassemblement sur les bases suivantes :

- c'est sur le terrain, soit à Golfech, que les antinucléaires devraient se retrouver ;
- « Il est dérisoire de ne compter que sur la diffusion médiatique ou sur le nombre de signatures récoltées dans une pétition. »

Cependant, cette dissension a d'autres origines. En effet, les indépendants « accusent » un certain Régis Sauvanet (venu d'on ne sait où) de s'être emparé du contrôle du collectif pour mieux amener les militants sur son terrain. Fin tacticien que ce M. Sauvanet ? Peut-être. Il aurait ainsi réussi à rassembler à ses côtés, lors d'une récente assemblée générale, un grand nombre d'antinucléaires et, entre autres, des représentants des indépendants. Et c'est là même qu'est le problème, alors qu'ils sont capables de bloquer le Tour de France en s'enchaînant sur la route, les indépendants n'ont aucune plateforme précise, s'embrouillent dans un amas de détails lorsqu'ils tentent d'exposer la situation... On peut se demander comment des personnes mandatées peuvent se laisser « convaincre », renoncer à leur mandat et se désolidariser du groupe des indépendants, en une seule réunion.

Un manque de pratique évident, des interventions confuses, et voilà comment tous ces braves babas sincères et déterminés se laissent dépasser sans pouvoir réagir efficacement. Que se passe-t-il vraiment à VSDNG : prise de pouvoir, rancœurs personnelles, manipulations ? Nous avons assisté dimanche matin à la synthèse du travail des assises du collectif sur l'avenir de la lutte. Perdus dans des considérations molasses, évitant à tout prix un radicalisme indispensable lorsqu'on en arrive à un tel point dans ce type de lutte, les participants se sont réfugiés derrière des idées rabâchées, d'un conformisme et d'une tiédeur révoltants. Lorsque quelques personnes ont re-soulevé le problème de la manifestation (prévue pour le dimanche à 15 h) à Agen ou à Golfech (?), Régis Sauvanet est apparu retenant le débat sur le « vide ». Moment d'émotion, lorsqu'une organisatrice a écrié une petite larme en évoquant les difficultés rencontrées dans l'organisation de cette gigantesque mascarade (environ 30 000 F investis !).

Ce grand salon de l'antinucléaire s'est clôturé par une manifestation d'environ 3 000 personnes au parcours soigneusement tracé afin d'éviter tout débordement... A 20 kilomètres du site de la centrale de Golfech, une gerbe jetée dans la Garonne ; face à la centrale, une poignée d'indépendants occupent un terrain EDF...

Germaine TRUCHON

SOCOMECE-EURAMEC Vers un conflit...

AINSI donc, le conflit chez Peugeot aura fait tache d'huile. La SOCOMECE, de loin la plus importante usine de la Creuse, puisqu'elle emploie 5 000 ouvriers en trois équipes, et sa sœur jumelle EURAMEC établie dans les limites du département avec la Haute-Vienne, toutes deux sous-traitantes pour RVI, Renault agriculture et automobiles, les syndicats représentés, CGT et GTS (Groupe des travailleurs de la SOCOMECE), appellent à 2 h 30 de débrayage dans la journée du 10 octobre.

Il s'agit encore ici de revendications salariales qui devraient être négociées à cette date avec un patronat employant un chantage inadmissible : face à des salaires misérables (en particulier pour ceux du niveau 1) et des cadences de plus en plus accrues, la seule alternative proposée par celui-ci est le travail de la journée du samedi, dont trois heures payées à 100% de majoration, seul choix possible pour ceux qui désirent arrondir leurs fins de mois. Comme on le voit, le patronat de la « France rose » a su garder ses bonnes vieilles méthodes coercitives face à un monde ouvrier qui, lui, semblait résigné.

A présent la tension monte, et d'ici à ce qu'une grève soit déclenchée si les doléances ne sont pas satisfaites, il n'y a pas loin.

Cependant, nous pouvons déplorer plusieurs choses. Une fois de plus, les revendications salariales des employés SOCOMECE et EURAMEC restent catégorielles et vrai-

ment peu substantielles (pour l'échelon 145, l'augmentation demandée est de 600 F pour une semaine de 35 heures, ce qui ferait passer le salaire de 4 800 F à 5 400 F, alors qu'à l'échelon 215 on gagne déjà 7 600 F, à l'échelon 305, 10 100 F).

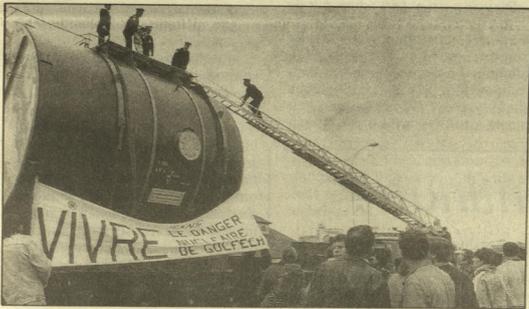
Donc, ce qui est contesté ici n'est pas la disparité des salaires, ce qui fait que ce mouvement, s'il aboutit, est condamné à pérenniser une situation injuste en consolidant la disproportion entre les échelons.

D'autre part, la situation déclenchée par les syndicats risque de devenir délicate et explosive pour certains des employés de l'usine.

En effet, la plupart de ceux-ci sont sous contrat à durée déterminée (le plus souvent de un mois en un mois), et effectuer le débrayage prévu signifierait sans doute pour eux la perte de l'emploi. En cette époque où le patron fait tout ce qu'il désire, il ne faut s'étonner de rien.

Souhaitons que cette action aboutisse, malgré les quelques réserves que nous pouvons émettre quant au fond réel du problème, en espérant qu'une suite plus constructive au niveau social axé la priorité des luttes vers un aplatissement de la disparité salariale et vers une politique d'embauche ferme et définitive des « précairés » de l'entreprise.

Fabrice HURLIN
(liaison Creuse)



PSYCHIATRISÉS

La contrainte de soins

A l'heure où Claude Evin, ministre de la Santé, veut réformer la loi plus que centenaire sur l'internement des malades mentaux, la fameuse loi de 1838, le GIA (Groupe d'information asiles) nous rappelle qu'il y a toujours des bavures au pays des droits de l'homme. Les internements abusifs, ça existe toujours, que l'on s'appelle René Loyer ou Mme Luki, il arrive que la justice française dérape.

Pour une accusation erronée de vol ou un litige de copropriété, on peut se retrouver interné en psychiatrie. C'est ce qui est arrivé à René Loyer et à Mme Luki (1). A chaque fois, les imbroglios juridiques sont les conséquences d'une loi quelque peu archaïque. Pour une protestation un peu virulente, on peut se retrouver en « placement d'office » dans un centre hospitalier spécialisé. Ce n'est heureusement pas une habitude. Mais la loi de 38 mériterait, comme d'ailleurs notre justice bourgeoise, un bon coup de balai. Celui proposé par M. Evin suscite quelques inquiétudes.

En effet, le ministre veut soumettre au Parlement un projet de loi

qui abrogerait la loi 38 (sur l'enfermement psychiatrique et le fameux art. 64 du Code pénal sur l'irresponsabilité pénale).

D'une loi de police protégeant la société des « fous furieux », il veut en faire une loi de « contrainte de tous », affirme le GIA. Celui-ci craint ainsi de voir se renforcer la répression et donc les bavures en légalisant « tous les abus psychiatriques ». Ce qui ne répond en rien aux problèmes de la souffrance mentale et à la gestion des conflits de particuliers à particuliers à conséquences sur l'environnement social ou autres, comme les problèmes de voisinage, de famille ou autres questions d'intérêt national !

Ce débat sur la réforme de loi de 38 serait une bonne occasion pour sortir la psy et les psychiatrisés de leur ghetto. A suivre donc...

Alain CONSCIENT

(1) Vous pouvez obtenir les dossiers de presse concernant ces deux affaires auprès du GIA, BP n° 172, 75622 Paris cedex 13.

Histoire à dormir dehors !

UNE fois de plus, on reparle d'expulsions. Il s'agit dans le cas présent de 34 familles dont 55 enfants (environ 80 personnes). Ce sont principalement des personnes d'origine malienne, expulsées de chez eux où ne supportant plus de « vivre » dans des logements sordides. Se retrouvant donc à la rue, elles décident de s'installer dans un immeuble inoccupé depuis trois mois au 5, rue Keller, dans le XI^e arrondissement de Paris, que le propriétaire voulait transformer en hôtel trois étoiles. Ceci a lieu le dimanche 1^{er} octobre. Mais le jeudi 5 octobre, à 7 h 30, alors que les hommes sont au travail, une dizaine de gros bras, la plupart armés de barres de fer, débarquent dans l'immeuble et expulsent femmes et enfants ; à la demande du propriétaire.

Alors que deux propositions (1) faites par la mairie du XI^e sont rejetées, les occupants décident de faire pression en dormant dans la rue jeudi soir. Vendredi 6 octobre : déploiement de force. Des dizaines de CRS bloquent l'accès à la rue Keller. De plus, vers 13 h, M. Tapiero, le propriétaire, récidive et envoie une deuxième fois des « mercenaires » dans le but d'investir l'immeuble. Ils y restent 1 h 30 et en ressortent sous les sifflets de la foule. Après diverses provocations de leur part (allant jusqu'à un coup de couteau), trois de ces gros bras sont interpellés et, bien sûr, relâchés sans aucune poursuite. Puis des heurts éclatent avec les forces de l'ordre (ces derniers empêchant les expulsés de dresser une tente). L'après-midi va se finir dans l'attente d'une décision de justice. Et, à 21 h, ordre est donné aux CRS d'abandonner leurs positions afin que les familles puissent réintégrer leur logement. Rappelons en effet qu'il est en principe interdit d'expulser quiconque, manumilitari, après 48 h d'occupation,



ce qui était le cas. Seule la voie judiciaire peut prendre une telle décision. Mais c'est loin d'être la fin...

Lundi 9 octobre, le propriétaire assigne en référé les occupants. Le jugement est rendu le mercredi 11 octobre : expulsion sous huit jours. A l'heure où est écrit cet article, voilà où en est la situation. Il s'agit donc d'être prêt à intervenir et à s'opposer à cette décision qui, malheureusement, n'a rien d'étonnant. Les jours à venir risquent d'être très difficiles pour les familles. Plus encore qu'un soutien moral, c'est physiquement qu'il va falloir agir.

Comme s'est souvent le cas dans ce genre d'action, les occupants essaient au plus vite de légaliser leur situation, à savoir payer un loyer à la mesure de leurs possibilités. Cela avait déjà été le cas par exemple en mars 1988 au 32-34, rue de Volga. Pour l'instant, la situation est encore assez difficile, dans la mesure où l'eau et l'électricité ont été coupées (le rétablissement de l'électricité est prévu pour le 18 octobre).

Cette affaire a reçu le soutien de diverses associations et, notamment, celui du Comité des mal-logés (2). Il faut cependant préciser que le comité n'était présent que pour protester contre les expulsions. En effet, il ne cautionne que les occupations de HLM, et non pas celles de logements privés. Les expulsés ont aussi obtenu le soutien de Médecins sans frontières, du PCF, de SOS-Racisme, d'Emmaüs, de Médecins du monde et de représentants de diverses ambassades.

La lutte continue donc, mais bien plus qu'un « Non aux expulsions sans relogement », c'est un « Non aux expulsions » tout court qu'il faut sans cesse crier.

YVES-LAURENT (Gr. du XI^e)

(1) La première proposition était une nuit d'hébergement à Baudricourt ; et la seconde, une quarantaine de lits au foyer de Crimée.

(2) Comité des mal-logés, 67, rue des Vignoles, Paris XX^e (permanence le dimanche).

SYNDICALISME

Nostalgie d'un ancien...

Nicolas Faucier a raison, il faut en finir avec les divisions syndicales. Mais ces propositions autour d'un regroupement FO-FEN-CFDT ne peuvent nous satisfaire. Ce débat, depuis longtemps entamé dans nos colonnes, sur la reconstitution syndicale autour d'un pôle réformiste ne peut être une réponse acceptable à la crise du syndicalisme et à ses querelles de chapelles.

Par contre, l'unité de ceux qui agissent pour un syndicalisme de transformation sociale est effectivement à l'ordre du jour. Qu'ils soient adhérents à la CFDT, à FO, à la CGT ou bien encore à la CNT, au SUD-PTT ou autres CRC-Santé, pour les derniers moutons noirs en date de l'histoire du syndicalisme.

Le Comité de rédaction

C'EST du déclin du syndicalisme et de ses conséquences dégradantes dont il sera question dans cet exposé, de l'état lamentable dans lequel se complaisent les centrales syndicales, lesquelles perdent jour après jour toujours plus d'adhérents, tandis que les inorganisés se justifient à peu près en ces termes : « Tant que les syndicats resteront divisés il n'y aura rien à faire ».

De fait, les diverses centrales ne savent, la plupart du temps, que donner le spectacle affligeant de leurs querelles et de leurs dissensions. Chaque question litigieuse (problèmes du chômage, durée du travail, salaires, retraites, Sécurité sociale, etc.) est pour chacune des confédérations l'occasion d'affirmer des positions différentes, sinon opposées, se répercutant sur la base, si bien que là où jadis on travaillait, on militait ensemble, c'est maintenant la brouille, la polémique, l'affrontement.

Peugeot

Une illustration de ces incohérences nous a encore été fournie par le conflit en cours chez Peugeot. Déclenché sans aucune concertation intersyndicale, les syndicats qui

encadrent le mouvement ont été incapables, chacune des confédérations présentant séparément ses revendications, de définir une position commune. C'est ainsi que la CGT réclame une augmentation de 1 500 F, que la CFDT exige 500 F et que FO se contente d'une revalorisation de 250 F.

Face à cette cacophonie d'un mouvement déjà mal parti, n'entraînant qu'une minorité de



grévistes se heurtant aux non-grévistes, la direction patronale, avec un parfait mépris des légitimes revendications ouvrières, emploie la tactique de l'usure et mise sur le pourrissement de la grève. Bien plus, en violation flagrante du droit

de grève, elle procède à des licenciements accusant les ouvriers sanctionnés et leur famille à quitter une région où l'emploi dépend d'un seul employeur : Peugeot.

Au moment où ces lignes sont écrites, le conflit, avec des syndicats toujours divisés, s'enlise, s'effiloche et tend à s'orienter vers un compromis qui laissera vraisemblablement les travailleurs sur leur faim. Pourtant, les grévistes ont eu un argument de poids quand le *Canard enchaîné* a publié la feuille d'impôt du PDG Calvet, révélant qu'il s'était octroyé 46% d'augmentation de salaire en deux ans, tandis qu'il refusait 6% à ses ouvriers.

Bref, devant cet effritement du mouvement ouvrier et de ses effectifs syndicaux (1), devant cet abandon de l'esprit d'offensive qui existait naguère chez les travailleurs, moi qui suis maintenant sur la touche, la retraite venue, je ne peux me défendre d'une certaine nostalgie en songeant aux beaux jours de juin

1936 quand, dans l'unité retrouvée des exploités, reprenant confiance en eux-mêmes, sûrs de leur force, avaient provoqué une frousse intense dans le clan patronal, dont les usines étaient occupées et paralysées, et faire le bond en avant que



l'on sait pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Alors se pose la question : pouvons-nous et voulons-nous sortir de l'ornière dans laquelle nous nous enfonçons ; pourquoi ce qui a été réalisable hier ne le serait-il pas aujourd'hui ?

Certes, si l'on comprend l'aversion des dirigeants et des militants de Force ouvrière envers la filiale syndicalo-communiste qui leur avait rendu la cohabitation insupportable et leur refus de renouveler cette malheureuse expérience, une telle tentative de rapprochement avec la CFDT — qui depuis qu'elle a supprimé de son sigle la référence chrétienne a considérablement recruté parmi ceux que retenait l'étiquette religieuse — ne devrait-elle pas retrouver ses chances ?

D'autre part, s'il est admis par de récentes statistiques que 12% seulement des participants au dernier congrès confédéral de la CFDT adhéraient à des organisations confessionnelles, il n'est pas douteux que la nouvelle alliance accentuerait encore cette laïcisation et saperait

l'influence néfaste du cléricisme à cet égard. En outre, il n'est pas interdit de penser que, par un effet de mimétisme, nombre d'adhérents de la centrale cégétiste, devenue minoritaire, rejoindraient peu à peu la centrale réunifiée ou pousseraient leur organisation à rallier en bloc le regroupement déjà réalisé.

Un passé et une culture différents

A cette fin, je me permet d'insister, dirigeants et militants de Force ouvrière ne devraient pas refuser de saisir la perche que leur tendait, encore récemment, le leader cégétiste Edmond Maire, lequel déclarait, dans une interview du *Nouvel Observateur* : « Il est vrai qu'en prenant du recul, une réunification pourrait être pour le syndicalisme un choc salutaire. Je laisse de côté la CGT, dont la conception subordonnée du syndicalisme est incompatible avec la nôtre. Mais pourquoi CFDT, FO et FEN ne se retrouveraient-elles pas dans la même organisation ? L'obstacle principal, ce ne sont pas les orientations fondamentales, c'est le poids d'un passé et d'une culture différents ».

Ainsi la question est nettement posée. Est-il sain de persister à faire la fine bouche et de dédaigner cette approche dont, pour ma part, je ne veux pas suspecter la bonne foi de ses auteurs. L'heure n'est plus au repli sur soi, mais à la recherche de moyens de rassembler l'ensemble des salariés, des victimes des milleux d'affaires qui ne songent qu'à faire du fric en s'efforçant au maintien d'un régime plus ou moins musclé qui saura sauvegarder leurs privilèges.

Je crois, pour ma part, que cette situation de sclérose syndicale n'a que trop duré et qu'elle ne peut laisser indifférents tous ceux qui se sentent concernés par les problèmes de lutte et de stratégie ouvrière, dont la solution leur appartient et au premier rang desquels les anarchistes ont leur place. A eux de s'employer à vaincre le climat de méfiance réciproque et de concurrence sauvage que s'obstinent à faire régner les bureaucraties syndicales, et de rendre au syndicalisme la force et la puissance capables de répondre efficacement aux aspirations ouvrières vers une plus grande justice économique et sociale préparant l'échéance finale, but ultime de nos efforts libertaires.

Nicolas FAUCIER

(1) Selon les estimations les plus récentes (janvier 1989), le taux de syndicalisation parmi les salariés serait, en France, d'environ 10,6%, tandis qu'il serait de 80% au Danemark ; de 70% en Suède et en Belgique ; de 45% en Italie ; de 43% en RFA ; de 38% en Grande-Bretagne ; de 35% en Grèce et d'environ 25% en Espagne.

Les intertitres sont de la rédaction.

Ce n'est qu'un début, la crise continue !

LES états-majors syndicaux n'ont qu'une angoisse en cet automne 1989, c'est de voir émerger, une fois encore, une coordination.

C'est pourquoi, depuis les grèves des personnels des crèches parisiennes jusqu'au conflit de Peugeot, les syndicats confédérés se serrent les coudes. Et l'on voit, à nouveau, fleurir les « intersyndicales ». Alors qu'il y a peu de temps elles étaient proscrites. La CGT, la CFDT, FO, etc. renvoient leurs divisions au magasin des accessoires, monopole syndical oblige. Même si, à Peugeot ou aux Impôts, cette unité est imposée à la base par les salariés eux-mêmes, il n'en reste pas moins vrai que l'appel de Krasucki pour des « actions convergentes » montre bien l'inquiétude des grandes organisations ouvrières.

Juste exister...

La désyndicalisation menant son petit bonhomme de chemin, c'est l'utilité même de ce type de syndicalisme qui semble remise en cause. Il tarde alors, à ces états-majors de voir les patrons ou les gouvernants faire un geste de reconnaissance, afin que ces syndicats se sentent exister. On le voit avec Peugeot, où, de Jean Kaspar (pour la CFDT) à Louis Viannet (pour la CGT), tous en chœur ils saluent le petit geste d'ouverture de Jacques Calvet. Peu importe qu'il n'y ait rien à négocier, pourvu que les syndicats puissent s'asseoir à la même

table que les patrons. Il faut les entendre ces bureaucrates, comme si la reconnaissance du fait syndical était devenu l'objet principal de leurs préoccupations. « Calvet a compris que la négociation est le seul moyen de sortir de la grève », a affirmé Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière. Le patronat a tout avantage à s'appuyer « sur des organisations syndicales fortes », a ajouté Jean Kaspar.

Cette crise d'identité est patente dans l'impossibilité qu'ont eu la CGT et le CFDT à étendre le conflit Peugeot à l'ensemble des usines du groupe. Mises à part les raisons qui peuvent motiver les organisations réformistes à ne pas vouloir élargir un mouvement de grève, l'échec des actions de solidarité à Talbot-Poissey, Saint-Etienne ou Aulnay... et Renault confirme la faiblesse de celles-ci.

Le prix des erreurs passées

Les explications ne manquent pas pour comprendre cette crise du syndicalisme confédéré. Bien sûr, le choix du réformisme, l'attitude bureaucratique et sectaire n'ont rien arrangé. Les confédérations paient, aujourd'hui, les erreurs passées, celles d'un syndicalisme sans réel projet de transformation sociale. Le fait, par exemple, qu'au dernier congrès de Strasbourg, en novembre 1988, la CFDT abandonne l'idée du « socialisme autogestionnaire »

vient confirmer l'impasse d'une stratégie d'intégration sociale. Qu'ont, aujourd'hui, à proposer ce type de syndicats ? FO et la CFDT donnent dans le même créneau : cogestion du système capitaliste. Et si la CGT fait maintenant, seule, figure d'organisation de lutte, ce n'est pas pour autant que les salariés y adhèrent en masse.

De plus, la Confédération générale du travail n'a pas clarifié ses rapports avec le parti communiste, bien au contraire (voir le dernier congrès de Montreuil). Encore faudrait-il nous expliquer en quoi le PCF est révolutionnaire et la CGT pour une véritable société anti-autoritaire. Il n'est donc pas étonnant qu'engagées sur une voie sans issue, les confédérations dans leur ensemble craignent le phénomène coordination et en appellent à l'Etat-patron.

Un syndicalisme réellement moderne

Il est vrai que les coordinations renouvent en profondeur ce qui pourrait être un syndicalisme réellement moderne... où les salariés maîtriseraient leur outil... où les assemblées générales seraient souveraines. Le grand retour des « intersyndicales » contre ces coordinations ou les comités de grève augurent mal de ce renouveau. Une intersyndicale, ce n'est pas la même chose qu'un comité d'action. La place et le rôle des non-syndiqués y sont totalement différents. L'unité du mouvement

suspendus au bon vouloir des états-majors syndicaux. C'est une nuance qui, sur le terrain des grèves, n'est pas négligeable. Même si l'on peut reprocher aux comités ou autres coordinations leurs limites dans le temps, dans l'action gréviste ou dans l'efficacité à court terme de chaque catégoriel.

Sur le long terme, les coordinations apportent une dynamique nouvelle : une prise de conscience plus rapide des salariés concernés. En fait, elles préparent plus efficacement le syndicalisme de demain. La CNT, le SUD-PTT, le CRC-Santé et d'autres ne s'y trompent pas. Ces organisations, plus ou moins jeunes, plus ou moins importantes, ont compris la nécessité de rénover l'outil syndical. La prise en compte dans leurs résolutions de congrès du phénomène coordination est porteur de cet avenir.

Ces syndicats-là n'ont pas peur des non-syndiqués. Leur syndicalisme est à l'antipode des confédérations « classiques ». Leur projet n'est pas réformiste. Il est bien pour une transformation radicale de la société et, en cela, une véritable alternative pour toutes celles et ceux qui veulent gagner sur leurs revendications. Il n'y a pas d'autres choix possibles : pour en finir avec cette crise, il faut poursuivre cette rénovation. Il faut « reconstruire ». Le chantier est ouvert... les coordinations en sont les fondations !

Alain de Besnard



L'ENTREPRISE ET LA GAUCHE

Où est passée l'autogestion ?

Élément central du discours politique de la gauche avant son arrivée au pouvoir en 1981, l'autogestion, a aujourd'hui totalement disparu du paysage politique.

LE PSU et la CFDT, puis le Parti socialiste, suivis en dernier par la CGT et le Parti communiste français avaient tous fait leur cette proposition politique : l'autogestion dans les entreprises. La gauche est arrivée au pouvoir en 1981, et l'autogestion a disparu de son langage politique, et de sa pensée par la même occasion.

L'idée de l'autogestion n'est certes pas récente. Elle a été conçue, réfléchie, élaborée théoriquement il y a plus d'un siècle, même si le nom employé était autre. Elle a été mise en pratique de façons diverses et pour des durées plus ou moins lon-

gues plusieurs fois et dans plusieurs endroits. Plusieurs cas ont fait à leur époque la une de la presse, en particulier dans l'affaire Lip, dans laquelle la CFDT et l'actuel Premier ministre, alors secrétaire général du PSU, avaient été au premier rang. Depuis, les choses ont bien évolué.

Depuis 1983, la gauche a redonné valeur dans l'esprit des foules à la notion d'entreprise. C'est même devenu le thème politique favori de nos hommes politiques, ces animaux doublement politiques selon Aristote. L'entreprise, considérée comme le mal en soi, comme la forme de domination la plus pernicieuse, s'est soudain révélée être la valeur centrale de la pensée politique. La gauche penserait-elle que l'entreprise, c'est l'autogestion ? A moins qu'elle ne considère que ses quelques lois sur « les droits des tra-

vailleurs dans l'entreprise », dites lois Auroux, soient la suprême forme de l'autogestion ? On sent déjà que ce terme a été vidé de son sens, comme on pouvait le supposer en le sachant entre les mains de la CGT et du PCF, étatistes s'il en est.

Savoir de quoi on parle !

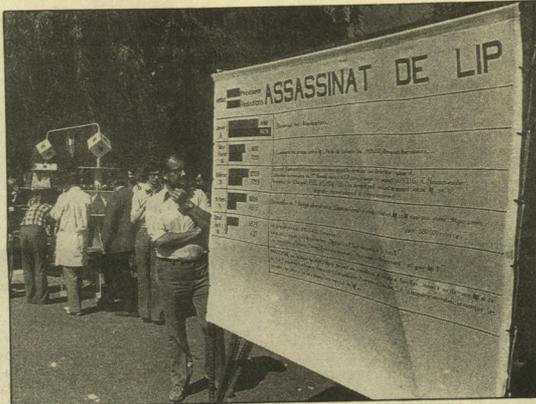
L'autogestion consiste à gérer ensemble l'entreprise, l'unité de production ou de service. Cela signifie faire participer tout le monde à la gestion de l'entreprise, rassembler les avis et les compétences pour favoriser l'efficacité et la bonne marche commune.

Le discours récent sur l'entreprise reprend pour l'essentiel ces thèses et prétend les appliquer. Mais si les avis de tous sont sollicités, si les idées sont souhaitées et utilisées, c'est sans contre-partie : les décisions restent l'affaire d'un petit groupe. La participation est à sens unique : les idées des salariés sont les bienvenues, mais elles ne fonctionnent pas sur le mode de la gestion et de la décision communes, mais sur le mode du commerce et de la « loi du marché » : le salarié auteur d'idées se verra récompensé par une prime ou un avancement, sans plus de participation à la décision, mais le seul éloge du « mérite » fera son ravissement.

L'autogestion, dans son essence, est anti-hiérarchique : la hiérarchisation des décisions donne peut-être des responsabilités en haut de l'échelle, mais elle ôte toute responsabilité à la base, sauf en ce qui concerne les erreurs et les défaillances. Les responsabilités dans ce domaine sont aussi hiérarchisées, mais en sens inverse aux pouvoirs décisionnaires.

Ce rejet de la hiérarchisation des pouvoirs décisionnaires ne signifie pas le rejet des différences de compétences : la connaissance scientifique, les techniques professionnelles sont trop variées pour être parfaitement connues de tous, de même que pour être toutes connues par un seul. La diversité des personnes constitue un enrichissement collectif plutôt qu'un handicap. Mais les compétences techniques sont au service de l'entreprise collective et doivent assurer le succès collectif et non la domination ou le pouvoir.

L'entreprise moderne et le discours qui la sous-tend est au contraire très hiérarchisée. La division verticale des pouvoirs, au long d'une hiérarchie très stricte, est la



base de son fonctionnement. La base est invitée à fournir ses idées, mais sans devoir s'attendre à en recevoir des nouvelles, ni bien entendu à être associée à la décision d'application.

Ce schéma, le schéma libéral, prétend à divers titres donner aux systèmes autogestionnaires. La très gaullienne « participation » est sans doute la plus revendiquée. N'a-t-on pas vu se développer ces dernières années des distributions du capital de certaines entreprises à leurs salariés ? Evidemment, cela touche un nombre d'actions ou d'obligations très faible, et n'accorde pas le moins du monde un pouvoir décisionnaire aux salariés. Voilà ce qu'on nous présentera comme une forme d'autogestion !

La gauche a pratiqué en 1981-1982 des nationalisations. L'occasion d'instaurer un système autogéré aurait pu être saisie à ce moment-là. Mais c'est l'étatisme qui l'a emporté, dans un premier temps, puis un schéma traditionnel de l'entreprise, quelque part entre paternalisme et libéralisme moderne. Le propriétaire a changé, mais le fonctionnement de ces entreprises nationalisées ne s'est pas inspiré de l'autogestion. Le capitalisme privé est devenu capitalisme d'Etat, c'est-à-dire un capitalisme plus puissant, avec lequel il est plus difficile de négocier, car il est impersonnel.

Solution d'avenir

Pourtant, dans une période de crise économique, l'autogestion serait bien utile, même à un régime d'Etat et du capital. Il permettrait

de résorber tout ou partie du chômage par le partage du travail et l'union de toutes les énergies pour un fonctionnement plus efficace de l'outil de production et de service. S'il est facile de concevoir la solidarité quand tout le monde est concerné directement, pratiquement et au niveau des décisions, le fonctionnement sclérosé parce que hiérarchisé de notre économie ne pousse pas à la générosité et à l'entraide. Quand chacun se sentira concerné, puisque responsable par sa participation active aux décisions, le marasme économique et la paupérisation accentuée des plus pauvres pourront devenir des souvenirs du passé.

Il faut pour cela retrouver l'autogestion, l'anti-Etat, que la gauche d'opposition appelait de ses vœux, et que la gauche de pouvoir a rejeté aux oubliettes de l'histoire. Qui aura la volonté de diminuer son propre pouvoir, pour y associer l'ensemble des individus réputés égaux en droit de notre société ? Quel gouvernement osera dissoudre ses prérogatives pour les rendre à ceux qui, un jour de naïveté où s'inventa la démocratie électorale, les lui ont délégués ? La gauche a décidément toujours préféré l'Etat tout-puissant aux libertés individuelles et à la responsabilité de chacun. La droite défend parfois ces libertés, pour qu'elles profitent aux plus forts et renforcent les hiérarchies.

L'autogestion viendra sans doute d'ailleurs. Si l'on est capable de l'auto-générer...

Victor LAPP

MONTFERMEIL

Vive la France !

C'ELA se passe en France aujourd'hui, tout près de toi, de moi. Un type est élu maire de Montfermeil par d'autres types, d'autres nanas que peut-être nous fréquentons peu : sans doute celles et ceux qui habitent les pavillons cossus de la ville, et gardés par des chiens dressés pour sauter à la gorge du premier visiteur inconnu.

Ces électeurs peuvent aussi se trouver dans la cité des Bosquets, chômeuses et chômeurs sans espoir. Ces citoyens-là, ça peut être ton frère, ton voisin, tes parents, la boulangère du quartier. Ils ont voté : à droite. Démocratie : à Montfermeil, ils sont majoritaires : ils ont élu un fasciste, c'est-à-dire un salaud, une crapule.

Dès qu'il est élu, monsieur le maire se met au travail : il « nettoie » la bibliothèque municipale des ouvrages qui lui paraissent « anti-français », il gèle le budget du centre des loisirs, il interdit l'inscription des enfants d'immigrés à l'école. La justice républicaine et socialiste le condamne à 10 000 F d'amende. Monsieur le maire paie. Il a les moyens. Les familles immigrées de la cité des Bosquets de Montfermeil peuvent payer, elles, jusqu'à 5 000 F d'impôts locaux parce que personne ne leur explique qu'il faut déclarer les enfants à charge et que la trésorerie municipale ne transmet pas les dossiers mal remplis à la perception du département. N'empêche : Saïd ou Fatima ne peuvent toujours pas franchir le seuil des écoles de la ville.

Apartheid à la française

L'ASTI, le MRAP, le Collectif école-immigration continuent d'interpeller inspecteur de l'académie, préfet, ministre. Ils obtiennent une mesure de substitution qui permet aux directrices d'école d'inscrire directement les enfants sans passer par la mairie. Plus de 40 enfants immigrés auront enfin accès à l'enseignement, grâce à cette mesure arrachée au bout de 5 ans de lutte, soutenue par le SGEN-CFDT et le CRC 93. Mais les classes sont vétustes et trop petites. Les enfants sont assis par terre. On réclame locaux et matériel supplémentaires. Le maire déclare alors qu'à partir du 6 novembre 1989 il supprimera le chauffage, la cantine, le matériel scolaire dans les deux écoles où les directrices ont usé du droit de substitution. En outre, il mutera le personnel de service. Cette décision est commentée de propos racistes par

lesquels il explique que, de toutes façons, les enfants d'immigrés sont incapables d'apprendre un métier et qu'ils se retrouveront au chômage, payés, bien sûr, par les cotisations des citoyens français. Je cite de mémoire.

Enfin des réactions

Ces dernières déclarations ont déclenchées — enfin — une réaction plus importante des autres syndicats d'enseignants, comme le SNI, qui commence à crier à « la casse du service public » devant la menace sur l'emploi des personnels des deux écoles concernées. La presse et les médias s'expriment. Le 12 octobre dernier, le rassemblement organisé devant la mairie regroupa plusieurs centaines de personnes. Le SNI et le SGEN appellent à une journée de grève le 16 octobre.

Il n'empêche : c'est honteux, ça pue ! Que le maire d'une ville puisse se permettre publiquement une telle attitude montre à quel point les thèses fascistes et racistes font leur chemin dans la tête de nos chers concitoyens. Le maire de Montfermeil tient les propos caractéristiques du racisme banal et quotidien : celui des tripots, des beaufs des stades de football, celui de la France franchouillarde, rigolarde, lubrique, obscène, inculte. Celle qui a collaboré et dénoncé durant l'occupation. Celle de la honte.

Face au maire de Montfermeil, le pouvoir est étrangement silencieux. Quel passage à l'acte déclencherait une condamnation ne serait-ce que de principe ?

Le droit à l'enseignement libre et gratuit est bafoué à Montfermeil depuis 5 ans pour des dizaines d'enfants. Toutes les conditions sont réunies pour que le salaud qui tient la mairie soit débouté de son mandat, mis au rancart, comme l'ont réclamé les personnes rassemblées jeudi. Le racisme est un crime mental qui pousse au meurtre et ceux qui en usent ne méritent qu'insultes et mépris. Toute faiblesse à leur égard devient complicité. On ne le dira jamais assez. Dans la Constitution actuelle, le racisme est un délit. Le maire de Montfermeil devrait être inculpé depuis longtemps. La justice républicaine et socialiste se bouche les oreilles et ferme les yeux. Vive la France !

YOLAINE (Gr. Pierre-Besnard)



ARGENTINE

BB, Menem, et les autres...

ARGENTINE, octobre 1989. Résumé des épisodes précédents : sur fond d'une crise économique sans fin, Carlos Menem, péroniste, gagnait les élections présidentielles (1) du 6 mai dernier. Théoriquement, la passation de pouvoir aurait dû avoir lieu le 10 décembre prochain, mais Raul Alfonsín (le président d'alors) totalement usé annonce fin juin sa démission. Le 9 juillet, Menem devient président de la République.

Bref rappel du contexte : le Parti justicialiste (péroniste) est traditionnellement voté, depuis les années 40, par les ouvriers et les classes populaires. D'ailleurs, la CGT (centrale syndicale unique) est dominée par des bureaucrates péronistes. De plus, Menem était le plus populiste des leaders du Parti justicialiste (PJ), n'hésitant pas à copier ses affiches électorales sur celles de Mussolini, entretenant de bonnes relations avec les milieux intégristes comme avec l'extrême gauche révolutionnaire péroniste. Et surtout, il n'avait officiellement aucun programme de gouvernement. Bref, les prétendus analystes n'hésitaient pas à dire que l'Argentine courrait droit au chaos et à la catastrophe. Triste désillusion !

Un nouveau sigle : BB

Le premier acte de Menem sera d'annoncer aux Argentins que le temps est venu « de faire un véritable sacrifice » pour redresser le pays. Il faut dire que la baisse antérieure du niveau de vie n'était qu'une blague : en octobre 1986, avec 8 heures de travail d'un salaire moyen, on pouvait s'acheter 5,9 kg de viande ou 36,4 litres de lait ; en mai 1989, ce travail ne rapportait



Alfonsín et Menem.

plus que 2 kg de viande ou 11,6 litres de lait (2) ! Le schéma hyperinflationnaire avait repris en mars 1989, dépassant les 10% ; 35% en avril ; 80% en mai ; 110% en juin ; l'inflation atteindra 197% en juillet. En un an, les prix avaient été multipliés par 36. Nul besoin de dire que les salaires ne suivaient pas.

Face à cette dégradation de l'économie et de la vie quotidienne des gens, la réponse de Menem fut très simple : le « Plan BB ». Il ne s'agit pas de Big Brother, mais des initiales de Bunge y Born, multinationale géante argentine, troisième exportateur mondial de céréales, qui contrôle, avec les compagnies américaines Cargill et Continental (et, à un moindre degré, avec la Française Dreyfus) le commerce mondial d'aliments.

Ce plan, concocté par des économistes de Bunge y Born, s'inspire des travaux du Prix Nobel américain Lawrence Klein et à tout pour plaire au Fonds monétaire international. Première mesure : le vice-président de Bunge y Born devient ministre de l'Economie (décédé, il sera remplacé fin juillet par le Premier ministre de l'empire BB, Nestor Rapanelli). Des augmentations vertigineuses des services publics (essence, PTT, transports, électricité...), autonomie de la Banque Centrale (qui était restée sans liquidités), libération des taux d'intérêt, nouveau système de changes, tout ceci accompagné de privatisations tout azimut : les PTT, l'électricité, les chemins de fer, les routes, YPF (compagnie pétrolière d'Etat), tout est en passe d'être privatisé. Même le zoo et le jardin des plantes de Buenos Aires vont passer au secteur privé (3) !

En gros, il s'agit d'une politique d'austérité poussée à bout, conforme en tous points à l'idéologie libéralo-conservatrice. D'ailleurs, plusieurs membres de l'UCD (parti conservateur) sont entrés au gouvernement (dont le président-fondateur, Alsogaray, conseiller de Menem pour les problèmes de la dette extérieure), en si grand nombre que le dernier blague qui circulait à Buenos Aires fait état des intensifs efforts des RG locaux pour localiser les péronistes infiltrés dans le gouvernement !

Il s'agit aussi d'attirer des capitaux étrangers (ou de faire revenir les capitaux argentins) en baissant le prix de la main-d'œuvre, afin que se produise la fameuse « révolution productive » tant annoncée par Menem, ce qui ne sera possible que si les capitaux se désengagent de la spéculation. Certains parlent même d'une éventuelle industrialisation à la Taïwanaise. N'oublions pas non plus les intérêts particuliers de Bunge y Born, qui cherche à se développer sur le dos de l'Etat, en ayant accès plus facilement à divers marchés internationaux. Reste à savoir ce qui a poussé cette firme, qui traditionnellement tire les ficelles tapie dans l'ombre, à sortir au grand jour.

Amère pilule

Reste aussi que, pour la population, la pilule est amère, et surtout pour les travailleurs, qui ont porté Menem au pouvoir. Mais la ficelle a été trop grosse : les risques d'une explosion ouvrière sont toujours possibles. De plus, le PJ ainsi que la CGT (péroniste) sont en proie au doute (voir encadré). Car faisant face à la dégradation constante de la situation (pour les gens des classes moyennes et populaires, puisque la « santé économique » — celle qui intéresse les capitalistes et autres

investisseurs — s'améliore : l'inflation est retombée à 38% en août), des grèves non prévues par Menem et la CGT ont éclaté, surtout dans le secteur public. Même les radicaux, pourtant très discrédités par la fin désastreuse de la présidence d'Alfonsín (et qui avaient lancé timidement les privatisations, malgré la farouche opposition — à l'époque — des péronistes) commencent à se réveiller et à dire que Menem va trop loin (4).

Contre l'amnistie

Assez curieusement, ce n'est pourtant pas sur le terrain des revendications économiques que le gouvernement a connu la première grande opposition, mais sur un terrain toujours sensible pour une grande partie des Argentins : les militaires. Car Menem s'appropriait à grâces les quelques militaires qui croussaient encore dans leurs geôles de luxe : les généraux responsables des pires atrocités commises pendant la dictature (1976-1983), ainsi que les militaires responsables des soulèvements d'avril 1987 et de décembre 1988 (5). Certes, Alfonsín avait tracé la voie avec les lois d'obéissance due et du point final, mais on n'osait pas amnistier les généraux. Cela aurait pu être chose faite le jour où Menem annonça que même « la vue d'un canari en cage [lui] fait mal au cœur » (sic).

Mais c'était sans compter avec la détermination des Mères de la Place de Mai, qui en août organisèrent nombres de réunions, culminant avec la manifestation du 8 septembre : 150 000 personnes (ce qui est énorme compte-tenu du contexte) marchèrent contre l'amnistie. Y participaient, outre les « Mères », accompagnées par un groupe de libertaires (6), les forces de gauche (communistes et trotskystes, avec un important cortège du MAS), quelques milliers de péronistes « dissidents » et de radicaux.

Malheureusement, ce n'était sans doute pas assez pour faire reculer le gouvernement : Menem, de retour des Etats-Unis, a officiellement déclaré l'amnistie la semaine dernière.

Quoi qu'il en soit, les événements actuellement en cours vont profondément modifier le pays. Il semble que le fond de la cuvette ait été atteint en août-septembre (c'est dans cette période que les instituteurs n'allaient plus à l'école en fin



de mois car ils ne pouvaient se payer le ticket d'autobus ou de métro et qu'au contraire tous les enfants des quartiers pauvres y allaient en masse car le traditionnel repas qui y est servi gratuitement étaient pour eux la seule source de protéines pour la journée), même si on peut s'attendre à une remontée du chômage pour les mois à venir. La recette libérale est dure, une entreprise semble s'approprier le pays, alors que le FMI veut que ceci serve de leçon, en montrant que seules ses méthodes infâmes peuvent résoudre les problèmes. Les militaires assassins se promènent librement en ville, l'étalage des richesses (car la minorité qui ne trinque pas s'enrichit même pendant les crises) se fait à un niveau jamais atteint en Argentine. Pour les autres, la vie quotidienne continue...

J. R. LINEKATZ
(Gr. Flores-Magón)

(1) Voir Monde libertaire n° 753.
(2) D'après une étude de l'Institut d'économie de l'Université de gestion de Bs-As.

(3) Ironie de l'histoire, toutes ces compagnies avaient été nationalisées dans les années 40 par le général Péron.

(4) Sauf la droite du Parti radical qui, par son leader Angeloz, a félicité Menem. On se souvient que c'est précisément Angeloz qui avait été battu par Menem lors des élections du 6 mai dernier. Le choix était clair !

(5) Cette grâce s'accompagnerait d'une amnistie pour les chefs Montoneros condamnés (actuellement en prison ou en exil).

(6) Il y a eu d'ailleurs une brève échauffourée entre les organisations et un groupe d'anarchistes arborant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « l'essence de l'Etat est le crime ».

(7) Début octobre, le FMI a accordé à l'Argentine un nouveau prêt de 1,5 milliard de dollars.

Panorama syndical

L'élection de Menem a considérablement compliqué la donne syndicale, déjà complexe auparavant.

La CGT, centrale unique, se permettait de faire en moyenne deux grèves générales par an, plus pour des raisons politiques (embêter Alfonsín) que pour défendre les intérêts des travailleurs. Or, un président péroniste est élu, que va faire une centrale syndicale péroniste ? Surtout si Menem (et le patronat) compte sur la CGT pour se taire, et qu'il nomme au ministère du Travail Jorge Triaca, chef de file des syndicalistes rénovateurs (entendez par là plus proches du patronat), partisan du « pacte social ».

Mais il n'est pas facile de fermer sa gueule lorsqu'on est un syndicat et que le prix de l'essence ou du téléphone est multiplié par six du jour au lendemain. C'est pourtant ce qu'a fait au début la CGT. Mais très vite il est apparu que, péroniste ou non, les travailleurs sortaient dans la rue (dockers, pétroliers, enseignants, fonctionnaires, etc.). Il a fallu rattraper le coup, et c'est là que s'est produite une scission, car Saul Ubaldini, secrétaire général s'est mis à critiquer le gouvernement (tout en l'assurant de son soutien !).

Déjà, auparavant, plusieurs tendances coexistaient au sein de la CGT : d'un côté les péronistes « orthodoxes » réunis dans les « 62 organisations » (qui comprennent la puissante Union ouvrière de la métallurgie) qui soutient Ubaldini ; de l'autre les péronistes « rénovateurs » regroupés dans le « Groupe des 15 » et dans la « Commission des 25 » (qui comprend la plupart des autres grands syndicats). Or ces derniers, partisans d'un soutien total au gouvernement se sont unis pour fonder un bureau de liaison, le but étant de faire scission (officiellement, on demande la démission d'Ubaldini). Pour l'instant, cette fracture a été évitée au dernier moment grâce à l'intervention de Menem. Mais nul doute qu'après le prochain congrès extraordinaire de la CGT, qui aura lieu très bientôt, les choses seront plus nettes. Surtout que cette lutte entre ces deux courants bureaucratiques (le « vandomisme » et le « collaborationnisme ») ne date pas d'aujourd'hui.

Par contre, les conséquences de cette situation sont plus intéressantes : on recommence à parler de démocratie directe dans les syndicats, les ouvriers n'obéissent plus aveuglément aux états-majors syndicaux, bref les choses sont en train de changer et ça pourrait déboucher sur quelque chose de positif. Tout ceci laissera des traces et affectera sûrement la composition du mouvement ouvrier argentin.

J. R. L.



Menem.

N°765 JEUDI 19 OCTOBRE 1989

SUÈDE

L'Organisation centrale des travailleurs suédois

— Q : Que signifient les initiales SAC ?

— R : Svensk Arbeteren Centralorganisation, l'organisation centrale du travailleur suédois, un nom qui exprime notre désir d'unifier les travailleurs suédois plutôt que de négocier des centaines de différents contrats pour différentes branches dans la même industrie, ce que fait LO (Landsorganisation, syndicat social-démocrate).

— Q : Parle-moi de l'histoire de la SAC.

— R : Au début du siècle, des membres de LO étaient influencés par la CGT française et quittèrent LO pour fonder la SAC en 1910. Ils avaient cru que beaucoup plus d'adhérents de LO les suivraient, à la suite d'une attitude de collaboration de classes de la centrale dans une grande grève récente. En fait, ce n'est pas avant 1920 que la SAC devient une organisation de masses, dans une période intense de lutte de classes où la SAC était la seule forme d'organisation où les travailleurs pouvaient décider eux-mêmes de leurs actes, revendications ou grèves. En d'autres mots, une organisation déterminée à engager la lutte de classes.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les puissants syndicats révolutionnaires d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, d'Argentine et du Mexique furent tous détruits par les fascistes, seule l'organisation suédoise resta. La Suède était neutre pendant la guerre et, en fait, la SAC avait une forte tradition antimilitariste, mais qu'il ne faut pas confondre avec le pacifisme, de nombreux militants de la SAC participèrent activement à la guerre d'Espagne.

« Personne ne voyait en la SAC une alternative au réformisme. »

Après la guerre, la Suède était prospère, à cause de sa neutralité et l'idée de lutte de classes était minime dans la SAC, en faveur des concepts comme « les gens ». Cette « modernisation » était menée par de soit-disant anarchistes. A cette tendance était opposée la Ligue syndicaliste, qui se présentait comme une sorte de parti politique. En fait ils étaient surtout opposés à toute forme d'anarchisme. Durant

Dans les milieux libertaires internationaux, on a fait couler beaucoup d'encre sur la SAC suédoise. Organisation syndicaliste révolutionnaire du début du siècle, adhérente de l'AIT (Association internationale des travailleurs) fondée à Berlin en 1921, tour à tour taxée de réformisme ou, tout simplement, d'intégration à l'Etat, la SAC a, contre vents et marées, préservé l'existence de l'organisation fondée en 1910.

L'interview qui suit a été réalisée par un camarade anglais du mensuel interne de la SAC (*SAC Kontakt*). Il est de mon opinion que nous avons à apprendre de nos camarades suédois qui résistent depuis longtemps à la social-démocratie. Sans oublier, bien sûr, de les critiquer en toute camaraderie !

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

cette période, la SAC se transforma objectivement en une version plus petite de LO — une compagnie d'assurance que certaines personnes rejoignaient parce que la cotisation était moins chère dans certaines localités que celle de LO.

Quand les événements de 1968-1969 arrivèrent, personne ne voyait en la SAC une alternative au réformisme, mais l'organisation fut influencée par les changements culturels et une certaine baisse du niveau de vie durant les années 70. Les gens cherchaient un syndicat vraiment démocratique qui soit contrôlé par ses membres, s'intéresse aux questions écologiques et soit déterminé à combattre les patrons pour de meilleures conditions d'existence. En résultat, la SAC a changé et ce changement se poursuit encore. Mais il y a encore des adhérents qui ne savent pas trop ce que l'organisation représente. Des 15 000 cotisants réguliers, il y a 2 000 ou 3 000 activistes et bien que le nombre d'adhérents ait légèrement baissé, celui des membres actifs en dessous de 40 ans a augmenté. La Suède a une population totale de 8 millions d'habitants, avec un million d'immigrés, dont la moitié est finlandaise.

— Q : On m'a dit qu'il y avait eu des changements importants au dernier congrès.

— R : Oui, mais les congrès ne sont pas l'endroit où l'on change l'organisation, il faut le faire au jour le jour. Le congrès est juste l'endroit où on peut voir si on a bien travaillé entre les congrès. En 1975 et 1979, c'était important, car on est revenu à la déclaration de principes sous sa forme révolutionnaire, qui avait été mise de côté dans les années 50. Le renouvellement constant des délégués élus pour s'occuper de l'organisation au

jour le jour a été impulsé dans les congrès.

— Q : Qui adhèrent à la SAC ?

— R : Nous avons beaucoup de jeunes, alors que LO dépense une fortune en publicité pour attirer des jeunes dans son organisation. Il est plus facile pour un jeune d'adhérer à la SAC, parce que nous l'acceptons même s'il n'a qu'un boulot pour l'instant. De toute façon, la SAC est plus dynamique que LO. La plupart des activistes actuels de la SAC l'ont rejointe il y a 15 ans, et cette « nouvelle vague » est constamment réactivée depuis !

Traditionnellement, la SAC était très forte dans le bâtiment, les mines et le bois. Des métiers que nombre de adhérents exerçaient comme mineurs, bûcherons, conducteurs de trams, tailleurs de pierre... n'existent pratiquement plus aujourd'hui. D'un autre côté, il y a une sorte de « boom » dans la construction d'immeubles à Stockholm comme dans d'autres grandes villes, cela à cause des gens qui viennent des villes du nord où les industries traditionnelles ont été fermées.

« La SAC a progressé là où il n'y avait pas de tradition solide. »

Là où la SAC a le plus progressé, c'est là où il n'y avait pas de tradition solide, chez les employés du service public comme les travailleurs sociaux, les hôpitaux, etc. Il y



a aussi une fédération importante des transports.

Le travail forestier a toujours été une zone d'influence importante pour la SAC, spécialement dans le nord-est au-dessus de Stockholm où vous pouvez trouver des villages entiers dont les habitants sont membres de la SAC. C'est souvent une affaire de tradition, mais certains sont très radicaux !

— Q : Peux-tu me parler de l'organisation de la SAC ?

— R : Le principe de base est que chaque union locale (LS) est autonome pour ses propres affaires et travaille avec les autres en termes d'égalité. Pour les décisions nationales, nous avons les congrès pour des décisions nouvelles. Nous avons aussi le comité central composé de délégués élus directement sur une base locale et qui se réunit au moins deux fois l'an. Il y a aussi le comité exécutif, élu par le congrès qui se réunit plus ou moins chaque semaine.

— Q : Ceci provoque-t-il une sorte d'électionnarisme ? Où est la limite dans la promotion individuelle des militants ?

— R : Cela n'a jamais été un problème, en fait ce ne sont que quelques colonnes dans *SAC Kontakt* avec les résultats obtenus dans les localités. Si quelqu'un menait une campagne dans le style des élections américaines, il se rendrait simplement ridicule.

— Q : Vous avez aussi un vote avant les grèves ?

— R : Oui, un sur les lieux de travail et il y a aussi des votes par correspondance pour les positions nationales, bien que des élections sur le plan local aient lieu. Bien sûr, les activistes sont présents et influent au plan local, mais tous les adhérents ont leur mot à dire, même s'ils ont des difficultés à venir aux réunions pour des raisons familiales.

Un autre aspect, nous n'avons pas d'adhérents qui payent par prélèvement direct sur leurs payes (1). Ils doivent faire l'effort d'envoyer leurs cotisations pour être à jour.

— Q : Est-ce que la SAC a organisé des grèves récemment ?

— R : Le problème majeur est que nombre des adhérents de la SAC sont isolés sur leurs lieux de travail. Peut-être qu'actuellement la moitié de la SAC est avec nous pour des raisons idéologiques, bien que beaucoup de gens nous considèrent aussi tout d'abord comme un syndicat, pour des informations juridi-

ques, des problèmes de contrats, de conflits, etc.

« La SAC a été la seule centrale à soutenir la grande grève illégale de l'industrie forestière. »

En 1975, il y a eu une grande grève illégale dans l'industrie forestière, les travailleurs voulaient réviser les normes de production. La SAC était la seule organisation à soutenir la grève et seuls les membres de la SAC ont eu leur salaire payé durant le conflit.

— Q : Qu'est-il advenu par la suite de cette grève ?

— R : Après la victoire, il y a eu un tassement et avec l'évolution des mentalités, la technique...

— Q : Y a-t-il eu des luttes au niveau des fonctionnaires, des travailleurs sociaux, des hôpitaux ?

— R : Pas trop jusqu'ici. En fait, nous sommes en train d'avoir un accord, comme avec la ville de Stockholm, pour déclencher une grève, même si l'accord passé avec le patronat n'est pas à terme. Normalement, l'organisation serait alors dans l'illégalité...

— Q : Ainsi, les travailleurs au jour le jour pourraient décider de leur sort plutôt qu'un accord ?

— R : Oui.

— Q : Quelles sortes de luttes se déroulent dans la Santé ?

— R : Il y a une forte poussée du gouvernement pour la privatisation de la Santé. De plus, les salaires des hospitaliers sont bas et il y a du chômage.

— Q : Que dire du niveau général des ouvriers en Suède ?

— R : Le bureau officiel du chômage dit qu'il n'y a que 20%, mais il est vrai que les femmes en Suède trouvent plus facilement du travail que dans le reste de l'Europe. Mais au niveau international, nous avons longtemps été seconds, mais maintenant nous sommes au 12^e rang.

(1) Le syndicat LO procède ainsi. Les cotisations syndicales sont prélevées au même titre que sécurité sociale, retraite, etc.



LE PRIX LITTÉRAIRE DES DROITS DE L'HOMME

Tribune libre à l'Assemblée nationale

AUTANT vous l'avouer tout de suite : j'ai hésité à accepter ce prix. Je n'ai jamais été un chaud partisan des prix littéraires, mais ce n'est pas la raison. Celui-ci sort très nettement de l'ordinaire. Il réunit la littérature et le combat pour la justice et, à ma petite échelle, c'est ce que je me suis toujours efforcé de faire dans mes livres. Ecrire le plus clairement et le plus sincèrement possible, pour essayer de toucher les lecteurs, les troubler et, pourquoi pas, les convaincre de réagir devant l'injustice. Je ne sais pas si j'ai réussi, mais ce prix est pour moi un encouragement, un clin d'œil amical et complice que je ne pouvais refuser. Comment aussi ne pas être heureux de succéder au palmarès à tant d'écrivains illustres et généreux que j'admire depuis longtemps ?

Non, le problème qui s'est posé à moi est tout autre : le prix était remis par le président de l'Assemblée nationale. Un représentant du pouvoir donc. Or, tout au long de ma vie — c'est mon vieux fond libertaire — je me suis toujours méfié du pouvoir politique et du pouvoir tout court.

L'écrivain et le pouvoir

Il faut dire que le début de nos relations a été quelque peu orageux.

Il n'est pas dans nos habitudes de reproduire des discours prononcés à l'Assemblée nationale. Nous ferons néanmoins une exception à cette règle, en reproduisant ci-dessous le texte de l'avocat Denis Langlois, qui, s'étant vu remettre le prix littéraire des droits de l'homme, le 5 octobre dernier, pour son livre *L'Affaire Seznec*, a profité de la circonstance pour rappeler à Laurent Fabius, président de l'Assemblée, quelques vérités sur la France contemporaine des droits de l'homme.

Le Comité de rédaction

Sous de Gaulle, parce que je refusais d'effectuer mon service militaire, on m'a logé gratuitement pendant six mois dans un petit studio de la prison de Fresnes. Sous Pompidou, un ministre de l'Intérieur — un nommé Marcellin — m'a poursuivi à cinq reprises en diffamation envers la police parce que j'avais eu le front de dénoncer les bavures et les abus de pouvoir policiers.

Puis les choses se sont un peu arrangées. Sous Giscard d'Estaing, quelques petits ennuis comme il en arrive à tout militant des droits de l'homme. Sous le premier septennat de François Mitterrand, une indifférence à peu près totale pour tout ce que je faisais et écrivais. Et enfin, sous son second septennat, la remise d'un prix littéraire par le

quatrième personnage de l'Etat, le président de l'Assemblée nationale, ancien Premier ministre et peut-être futur président de la République.

Que d'honneurs, mais aussi que de cas de conscience ! Un ministre également écrivain, Max Gallo, s'était étonné, il y a quelques années, du silence des intellectuels de gauche qui faisaient la fine bouche pour soutenir le président de la République et le Premier ministre de l'époque. Je n'irai pas jusqu'à me parer du titre d'« intellectuel ». Pour beaucoup de gens cela rime abusivement avec intelligence et je n'aurai pas cette prétention. Mais c'est vrai que je fais partie de ces écrivains de gauche qui ont toujours gardé leurs distances avec le pouvoir, même lorsque celui-ci s'affirmait de gauche.

Pourquoi ? Tout simplement parce que je considère qu'un écrivain perd une grande partie de sa liberté et de sa lucidité lorsqu'il se rapproche du pouvoir. Il risque de s'y brûler les ailes et de ne plus parler qu'une langue de bois : celle des partisans, celle des courtisans. Celle du copinage sous les lambris dorés des ministères.

Pas de neutralité complie

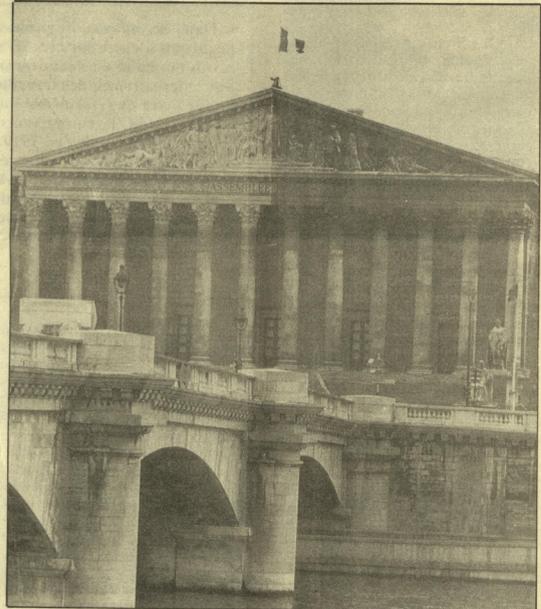
Cela ne veut pas dire qu'un écrivain doive se taire. Indépendance ne signifie pas neutralité complie. S'il refuse l'art pour l'art, s'il n'est pas indifférent aux misères et aux douleurs de ce monde, il faut effectivement qu'il crie. Qu'il essaye du moins de le faire, car on lui ouvre parcimonieusement les colonnes des journaux ou les antennes des radios et des télévisions. Même s'il a plus de sympathie pour le nouveau régime que pour l'ancien, il faut qu'il témoigne, qu'il critique, qu'il dénonce, qu'il montre du doigt les bassesses, les injustices. Qu'il apporte aussi aux plus démunis, aux plus écrasés une espérance, celle justement des droits de l'homme enfin appliqués.

C'est son devoir, son utilité, sa raison d'être. S'il ne le fait pas, il n'est plus rien. Il est indigne de cette plume dont il s'est emparé. L'écriture est subversive ou elle n'est pas.

Je ne sais pas si je suis digne ou indigne de la littérature et des droits de l'homme réunis, mais j'ai toujours crié. Simplet, j'espérais que ce serait une voix de bronze que tout le monde entendrait et la plupart du temps ce n'était qu'un mince filet qui parvenait tout juste à se glisser entre les colonnes des journaux.

Vous-mêmes, Laurent Fabius, je ne vous ai guère épargné en septembre 1984, lorsque Premier ministre, vous avez pour la première fois depuis la Libération extradité trois réfugiés basques, affaiblis par une rève de la faim, pour les remettre au nom de la raison d'Etat entre les mains de la Cour de sûreté espagnole. Cela au lieu d'inciter les autorités de Madrid à engager de véritables négociations politiques avec les séparatistes basques, ce qui est la seule voie raisonnable aujourd'hui comme hier.

J'étais attaché aux droits d'asile et au droit des peuples à choisir librement leur destin, valeurs de



gauche s'il en est, et je vous ai traités, vous et votre gouvernement, d'un nom malsonnant que le journal *Le Monde*, à ma grande surprise, a imprimé : celui de « *Salauds !* ».

Je ne suis pas sûr, loin de là, que ma diatribe vous ait empêché de dormir. Je ne suis pas sûr d'avoir évité d'autres extraditions, d'autres expulsions. Elles se poursuivent actuellement, plus de 200 en 3 ans, dans l'indifférence quasi générale. Mais j'ai eu la conviction d'avoir joué mon rôle d'écrivain et de défenseur des droits de l'homme.

Aujourd'hui, rassurez-vous, je serai beaucoup plus poli. Je ne vous assènerai pas de pareils qualificatifs. Je suis votre invité et vous vous êtes vous-mêmes écarté un peu du pouvoir. Un tout petit peu.

Dans les prisons de France

Je vous dirai seulement qu'actuellement dans les prisons de France j'ai des amis que j'admire et j'estime. Je vous parlerai de Iulien de Madariaga, un Basque de 53 ans, docteur en droit, qui croupit dans un cachot de Fresnes, bien qu'il n'ait tué ni blessé personne, mais tout simplement parce que, fidèle à ses convictions, il ose revendiquer pour son peuple l'indépendance et le respect.



Je vous parlerai de Manuel Périé, un objecteur de conscience de 19 ans, qui se morfond dans sa prison de Dijon, parce qu'il refuse d'apprendre à tuer ses semblables.

Au moment où les feux de l'actualité sont braqués sur les états d'âme des gardiens de prison, je

vous parlerai d'un certain nombre de détenus, dont beaucoup d'immigrés, que l'on qualifie méprisamment de « droits communs » et que les tribunaux ont condamnés à des peines sans commune mesure avec les faits qu'ils ont commis ou même carrément condamnés à tort.

Un symbole de l'erreur judiciaire

Pour revenir au livre qui m'a valu le Prix des droits de l'homme, je vous parlerai bien sûr de ce symbole de l'erreur judiciaire qu'a été et continue d'être Guillaume Seznec. Je vous parlerai de ses souffrances de bagnard, du malheur qui s'est abattu sur sa famille et continue de l'accabler. Je vous parlerai de la lutte acharnée menée hier par sa fille, Jeanne, et aujourd'hui par son petit-fils, Denis.

Je vous décrirai cette injustice sûre d'elle-même qui refuse obstinément de revenir sur les décisions presque divines qu'elle a rendues. En dépit d'expertises en écriture dont on a beaucoup parlé ces jours-ci, je vous répéterai avec force ma conviction qu'en 1924 la Cour d'assise de Quimper a envoyé à l'enfer de Guyane un innocent, Guillaume Seznec, qui avait le tort d'être un coupable idéal. Je vous dirai qu'il y a aujourd'hui encore, dans les prisons françaises, des Guillaume Seznec qui crient leur innocence et que l'on entend pas !

Mais sans doute tout cela sera-t-il de peu d'utilité. Les droits de l'homme sont un combat ingrat toujours à recommencer. Un rempart que l'on essaie de dresser, mais que le flot emporte régulièrement et qu'il faut à nouveau reconstruire.

Il est probable que, d'ici la fin de ma vie, j'aurai encore l'occasion de m'indigner et de traiter de « *salaud !* » un autre Premier ministre, quelle que soit sa couleur politique. Mais il est vrai que cette fois j'aurai une raison supplémentaire de le faire : essayer de mériter le Prix des droits de l'homme que l'on m'a décerné en 1989. En me l'attribuant, vous m'avez condamné pour toujours à l'irrespect et à la vérité. C'est pour cela que je l'ai accepté.

Denis LANGLOIS

Les intertitres sont de la rédaction.

NOTE DE LECTURE

« L'affaire Mecili »

LE surgissement furtif d'une présence, plusieurs sons sourds, l'affaissement lent d'un corps sur le sol, l'imperceptible bruissement d'une ombre disparaissant au coin de la rue... le 7 avril 1987, Ali Mecili était abattu devant chez lui, à Paris, de trois balles de 7,65 en pleine tête. Du travail de pro, à l'évidence !

Dans les jours qui suivirent, les médias couvrirent tout naturellement l'événement et ne se privèrent pas, à propos de la disparition de celui qui était devenu un des hommes clefs de l'opposition algérienne, d'évoquer l'hypothèse de l'assassinat politique.

Silence, on tue !

La classe politique, quant à elle, toutes tendances confondues... se tut.

Deux mois plus tard, après une enquête menée en charentaises, la police arrêtait néanmoins un petit truand algérien que tout désignait comme étant l'assassin et, quelques jours plus tard, dans la plus grande discrétion, le renvoyait... en Algérie.

De nouveau, la classe politique française se tut.

Dans ces conditions, qui sont celles d'une volonté délibérée d'étouffer cette affaire, le livre d'Ait-Ahmed ressemble à s'y méprendre à un pavé jeté dans la mare nauséabonde de la raison d'Etat.

Hocine Ait-Ahmed, en effet, l'un des derniers chefs historiques du FLN, nous dévoile avec force de détails le pourquoi et le comment de l'exécution de Mecili. Il nous raconte comment la Sécurité militaire algérienne a recruté son tueur. Pourquoi elle a choisi de liquider cet ancien des services de renseignements du FLN pendant la guerre, devenu ensuite avocat et cheville ouvrière d'une recomposition de l'opposition algérienne autour de l'idée de démocratie. Pourquoi la police et la justice

françaises, sous la pression du pouvoir politique, ont choisi d'étouffer l'affaire...

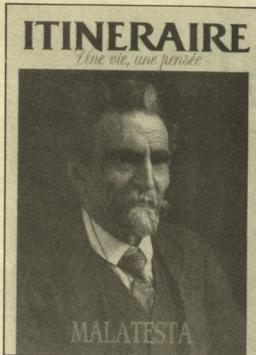
Une marmite à renversement

Bref, c'est peu dire que par l'éclairage porté sur l'événement, comme par la précision des accusations proférées, ce livre à des allures de marmite à renversement. Mieux, par-delà l'hommage rendu à Mecili et l'évocation de certaines pages moins connues de l'histoire de l'Algérie, il nous révèle l'incroyable degré de dépendance des clans qui se disputent le pouvoir à l'égard d'une Sécurité militaire ne cessant de tirer les ficelles du jeu politique. Et, de ce fait, on comprend mieux pourquoi Mecili, parce qu'il avait choisi de se battre au grand jour pour une démocratie algérienne, était un homme à abattre.

Lui disparu, l'opposition rassemblant des gens aussi disparates que Ben Bella et Ait-Ahmed, qu'il tentait de bâtir autour des idées de démocratie et de pluralisme, va perdre incontestablement du temps dans sa marche en avant sur la voie menant à sa reconnaissance comme alternative politique. Cela étant, même avec Mecili, cette opposition constituée de vieilles gloires, voire vraiment à même de devenir une alternative ? La jeunesse algérienne, qui commence à ruer dans les brancards et qui a déjà largement payé le prix de sa révolte, ne saura-t-elle pas faire naître de ses propres rangs ses leaders ? Ne saura-t-elle pas inventer une démocratie plus ample que celle à laquelle se rattachent les vieux ?

Autant de questions qui laissent à penser que, non seulement l'assassinat de Mecili fut un acte abject mais que, pire, il fut largement inutile. Dur !

J.-M. RAYNAUD



« ITINÉRAIRE » La vie et la pensée de Malatesta

De présentation très soignée, la revue donne envie d'être lue, et c'est très important. On s'attache au contenu, et on n'est pas déçu.

« Une belle figure de l'anarchisme » nous présente l'esprit clair, concis, persuasif de Malatesta, la grande sincérité de ses sentiments et bien sûr sa volonté de faire la révolution, qui le maintiendra toujours sur la brèche d'Egypte en Amérique, en passant par Londres.

A cet article de Frigerio daté de 1932, répond aujourd'hui Nico Berté dans « Volonté, révolution et liberté », où il explique que Malatesta a peut-être donné la contribution la plus importante de la pensée anarchiste. Il distingue l'idéal anarchiste, avec ses valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité auxquelles Malatesta est indéfectiblement attaché, sans idéalisme, de son anarchisme, inscription dans le concret du mouvement social, de ses valeurs

quels, vise à maintenir l'anarchisme dans l'actualité et l'histoire, alors que l'anarchie et ses justifications éthiques demeurent un but indépendant des contingences ou des explications scientifiques. L'anarchisme est une explication des sociétés, l'anarchie est l'idéal de justice et de liberté auquel aspirent les anarchistes.

L'article de Clara Germani, « Du mythe à la réalité », retrace le chemin difficile des années 20 et éclaire, au-delà de l'Italie, bien des événements et bien des positions engendrées par le raz-de-marée d'enthousiasme que lève la révolution russe, ne pouvant pas la condamner sans se couper d'un grand nombre de militants et de sympathisants, sans s'associer à la réaction, ne pouvant la soutenir sans approuver ses méthodes, sans dénoncer ses crimes, ses trahisons, Malatesta préserve l'union et, quand l'information sur la répression dont sont victimes les anarchistes et les révolutionnaires opposés au gouvernement dictatorial bolchévick peut être faite, il le condamnera sans ménagement.

Ce numéro d'*Itinéraire* ne pouvait pas exposer l'œuvre de Malatesta sans aborder les problèmes organisationnels spécifiques, de masses, et leurs relations. Il le fait en deux articles, l'un « Entré syndicat et parti » de Massimo Varenco, l'autre « Quelle organisation ? » de Bernard du groupe Sacco et Vanzetti. Ces deux articles sont très riches, autant en réflexions qu'en applications pratiques. Si l'on en reste à une première lecture, on peut penser que l'évolution du syndicalisme et, plus généralement, de la société a tué le mythe de l'organisation de classe unique et donc réduit à néant « le concept de nécessaire unité de classe et d'organisation du prolétariat » que Malatesta défendait. Il n'y a pas d'organisation économique séparée de l'organisation sociale avec ses implications politiques. Les succès de la CNT-AIT en



Espagne en 1936 vont éclairer les relations organisation spécifique-organisation de masse d'un jour nouveau, et Massimo Varenco propose de les revoir en y incluant la démarche de Malatesta. Bernard, à travers les prises de position de Malatesta, nous rappelle l'efficacité des principes d'autonomie, d'indépendance et de responsabilité des individus et des groupes qui caractérisent l'organisation fédéraliste anarchiste.

Bien d'autres articles sur le mouvement d'occupation des usines

dans l'Italie des années 20, sur le fascisme, sur la Première Internationale... tous présentés dans un sommaire fort bien fait qui vous permettra, la revue en mains, d'avoir une idée complète et précise de l'intérêt de ce numéro qui ne dépareille pas la collection. Nous espérons un numéro suivant sur Proudhon tout aussi bon, et nous nous félicitons d'avoir choisi de nous abonner.

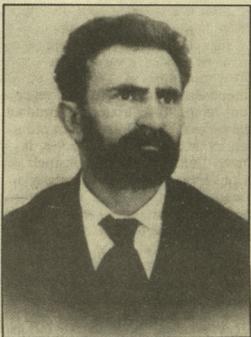
A. BONAY

NON, vous ne saurez pas tout, mais l'essentiel, vous permettant d'échapper au ridicule dans une conversation dans les salons du 145 rue Amelot. C'est là que vous pouvez l'acheter et on ne parle que de ça.

Après Durruti, Sacco et Vanzetti, Kropotkine et Rocker, les rédacteurs d'*Itinéraire* ont choisi, pour leur numéro double (5 et 6), de nous présenter l'œuvre de Malatesta. Ça ne fait aucun doute, cela valait bien un double numéro.

Le militant italien internationaliste exceptionnel qu'il a été à une époque charnière (1853-juillet 1932) ne manquera pas d'intéresser le lecteur néophyte comme le militant confirmé. Il se peut que ce soit le même, dans ce cas il a deux raisons d'acheter la revue.

Comme les précédents numéros, celui-ci nous permet de voyager dans l'histoire, d'y prendre des repères, de comprendre, avec le plaisir de la découverte, les idées, les thèses et les engagements qui, aujourd'hui encore, peuvent utilement nous guider. Dans le cas de Malatesta, les projections sur l'organisation et l'engagement actuel des anarchistes sont nombreuses à faire. C'est vrai aussi pour Rocker, dans le numéro 4 d'*Itinéraire*, mais l'Italie, avec un mouvement anarchiste organisé et important, nous semble plus proche et mieux coller à notre réalité ou à ce que nous voulons qu'elle soit.



d'égalité et de bien-être. Toute sa conception, équilibrée, pluraliste, multiforme, additionnant les convergences entre tendances, s'adaptant aux circonstances sans perdre de vue qu'on ne peut atteindre son but qu'avec les moyens appropriés à ce but et non avec n'importe les-

T'en veux d'la BD ? En v'la...

GIL et Tapage Nocturne, les deux gnafrons du rotting, viennent de commettre, chacun dans leur coin, un nouvel album.

Gil, qui officie à cœur d'année dans *Réflexes* — journal antifasciste, est-il besoin de le rappeler ? —, vient de sortir son deuxième album, *De l'air*. On y trouve plein de dessins trempés dans

plus ils sont cons et pourris, mieux il arrive à les représenter — un peu comme le faisait la bande à *Charlie-Hebdo* jadis.

Le trait, quant à lui, s'affirme, trouve une personnalité. Au début, c'était l'idée qui primait sur le dessin, maintenant l'un et l'autre se complètent bien. Encore quelques temps et Gil pourra se lancer dans des exercices plus longs (bande dessinée, notamment).

L'album de Gil coûte 50 balles. Un peu cher ? Quand on voit le nombre de pages (72 pages), la qualité du papier, et qu'on sait que cet album est vendu en soutien à *Réflexes*, c'est un prix d'ami...

Pour Tapage Nocturne et son deuxième album, *Violences* (plus trois mini-albums du désormais célèbre « Petit Keupon », c'est une autre démarche. L'album reprend les premiers travaux de Tapage — de 1984 à 1986 — parus dans les fanzines *Démoniak*, *Kanai* et *On a faim !*, ou pour des groupes comme Crass et Verdun...

Là, il y a moins d'humour et d'acide que chez Gil. L'univers est noir, quotidien, lié à un certain romantisme punk (oui, oui, vous avez bien lu, les punks sont les derniers grands romantiques), nihiliste parfois, anarchiste presque toujours.

Pour sortir son album, Tapage a eu une excellente idée, celle de l'entraide. Sortir un journal, un livre, etc. coûte très cher, en s'associant avec d'autres gens, les frais se



divisent et une idée, un projet peut prendre corps. Et ils s'y sont mis à neuf autour de Tapage, issus pour la plupart du rock alternatif, mais pas seulement. On trouve *Samedi Soir Dimanche Matin*, *Bondage*, *On a faim !*, *Acratie*, la CNT et d'autres... Une bonne idée pour politiser le rock et faire danser les militants. L'album de Tapage coûte 20 F.

Jean-Pierre LEVARAY

Ces deux albums sont en vente à la librairie du Monde libertaire.



l'acide et l'humour très noir. Il faut dire que, pour les cibles, Gil n'a que l'embaras du choix et il excelle dans les représentations de skinheads, de flics, de militaires et autres Le Pen... C'est bien simple,

NOTE DE LECTURE

« L'encre de Chine »

JUIN 1989. La Chine fait couler beaucoup d'encre. Il serait plus exact de parler de sang. Le seul rapport qu'ait le livre de Frédéric Larsen avec la Chine est sa parution au moment des tueries de la place Tien Anmen. Sa vraie place est plus près de nous, à Paris, dans la ville chinoise-cité interdite. Au-delà de cette transposition réelle, où s' situe la frontière entre le roman et l'œuvre de série noire ?

L'écriture achevée, soignée, précise, est mise au service d'une histoire douloureuse qui frappe et qui nous interroge. *L'encre de Chine*, qui aurait pu s'appeler la « disparition », se déroule dans l'univers feutré du Chinatown parisien.

Avant d'y parvenir, nous faisons connaissance de Rosmeur, le détective qui, tel Thésée, s'apprête à entrer dans le labyrinthe. Ce roman, qui n'a d'exotique que son cadre (F. Larsen ne cherche pas à faire à proprement parler de « Série noire »), est l'occasion d'un subtil flash-back qui fait tenir parallèlement des événements, distants de plusieurs années, propres à l'auteur. Un savoureux cocktail d'autobiographie qui fait le plaisir de ceux qui connaissent cet érudit du genre policier, pour l'avoir écouté sur Radio-Libertaire, lâcher ses « Humeurs criminelles » (1) avec ses nombreux visiteurs.

Deux mondes

Dualité entre deux mondes ou complémentarité de notre monde dans un autre inconnu ? Tout le livre semble activer tantôt l'un tantôt l'autre dans l'action, les contenir tous les deux. Les épisodes, les meurtres, toute la gamme de sensation sont latents. A tout instant, les effervescences de ces lieux jouent leurs jeux inquiétants. Un double rap-

port s'exerce entre le passé et le présent, la pensée occidentale et la philosophie chinoise. Dans cette dernière confrontation, F. Larsen nous surprend par sa connaissance d'une société sans écho, perdue dans le XIII^e arrondissement de Paris. Il sait décrire par son écriture, riche, exemplaire de précision, l'univers discret de cette chambre close à l'échelle urbaine, une plongée magnifique au cœur de la légende, que nous portons en nous et qui s'insinue dans le passé de l'auteur.

Un livre à lire pour le plaisir de l'écriture, pour l'amour des phrases policées et de la langue. D'autant qu'ils sont mis au service d'une critique sans réserve de notre société urbaine.

Jean-François (Montmency)

(1) « Humeurs criminelles », émission sur le genre policier et la série noire, de février 1987 à janvier 1989, sur Radio-Libertaire Paris (89.4 MHz).
(2) L'encre de Chine, Frédéric Larsen, Calman-Lévy, en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, Paris XI^e).

Spécial copinage

Vendredi 20 octobre, à 18 h 30, à la librairie « L'odeur du temps », 6, rue Pascoret, à Marseille, vous pourrez rencontrer Fabienne Messica, auteur du livre « Les bonnes affaires de la charité » paru aux Editions Plon. Qu'on se le dise !

A.

N°765 JEUDI 19 OCTOBRE 1989

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Séminaire international de l'information

ARTICLE 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : « Tout individu a droit à la liberté d'expression et d'opinion, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de rechercher, de recevoir et de répandre sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen que ce soit. »

C'est sur cette base que s'est créée en juin 1985, à Montpellier, l'association « Reporters sans frontières-Observatoire de l'information » (président, J. C. Gillebaud ; directeur, Robert Ménard) qui tenait, les 4 et 5 octobre, son deuxième séminaire, axé sur deux thèmes : « liberté de la presse et développement économique » et « quelles normes juridiques pour défendre la liberté de la presse ? »

Des journalistes des quatre continents étaient présents pour témoigner des vicissitudes rencontrées pour exercer leur métier : censure bien sûr, mais aussi menaces physiques, voire assassinats : 45 en 1988 ; 38 depuis le début de l'année, dont 8 en Colombie. Etant donné les événements de mai-juin en Chine, l'invité d'honneur était Liu Binyan, ancien journaliste au *Quotidien du Peuple*, grand pourfendeur de la corruption des cadres du parti communiste, actuellement réfugié aux Etats-Unis. Cette année 1989 pouvait être considérée comme l'année de l'implosion du communisme, j'ai choisi, au-delà du débat juridique qui a consisté essentiellement à pointer les normes protectrices existant déjà au plan international, mais méconues et peu appliquées, de privilégier les témoignages en provenance de Chine, URSS et Pologne.

En Chine

D'après Liu Binyan, personne en Chine n'osait écrire avant 1979, année de l'« ouverture », un article qui aurait été en désaccord avec le Comité central du parti communiste, à Pékin comme en province, tous les journaux étant officiels. Les années 1979 et 1980 ont été les meilleures pour la liberté de la presse, avant qu'elle ne baisse à nouveau. Lors du mouvement du deuxième Printemps de Pékin, les journaux, la radio et la télévision ont été véritablement libres pour la première fois depuis 1949, pendant la semaine du 13 au 20 mai 1989 — concomitante à la venue de Gorbatchev —, mais depuis le massacre des 3 et 4 juin, la presse est à nouveau muselée et totalement aux ordres.

Le cas-type de la désinformation, pour Liu Binyan, ce sont les

40 millions de morts de faim à la suite du Grand Bond en avant de 1959 à 1960. Dans certains villages, la moitié de la population a péri mais, étant donné le black-out total de l'information, les personnes concernées croyaient que leur cas n'était qu'un cas local et que tout allait bien ailleurs. Même aujourd'hui, seules quelques centaines de personnes, en Chine, savent réellement ce qui s'est passé. La répression a toujours été importante contre les journalistes qui voulaient malgré tout informer : un cinquième d'entre eux a été étiqueté « droitier », lors de la campagne « anti-droitier » de 1956-1957, et Liu Binyan lui-même, qui fit partie de la char-



rette, ne sera réhabilité qu'en 1979. Pour tourner malgré tout la censure, l'un des moyens utilisés consistait à publier les enquêtes refusées dans les journaux et les revues littéraires, moins contrôlés. Le lecteur peut également être capable de comprendre l'au second degré : ainsi, le 5 juin, le *Quotidien du Peuple* publie une énorme photographie en expliquant que Khomeiny était mort. Pour les lecteurs avisés, cela signifiait, bien évidemment, que Deng Xiaoping allait mourir. Actuellement, c'est le pire moment de la répression depuis 1949, mais en fait le pouvoir de contrôle du parti communiste s'est considérablement affaibli. Il y a donc, malgré tout, de l'espoir...

En URSS

Deux témoignages forts, et plutôt alarmants, de Sergueï Grigoriants, directeur de l'importante revue indépendante publiée depuis juin 1987, *Glasnost*, et d'Alexei Manannikov, membre de l'agence de presse sibérienne autonome « Sibia ». Pour Grigoriants, la situation économique en URSS est catastrophique : rien à manger ; tueries de masse internationalités (Azeris-Arminiens) et

chasse aux journalistes contestataires. Il met dans le même panier « libéraux » et « conservateurs » à l'intérieur du parti communiste, car ils ne veulent rien changer sur le fond. Le « socialisme à visage humain » n'est qu'une illusion, étant donnée l'ampleur des problèmes nationaux, sociaux et économiques incontournables vue la masse de la population, et le seul but poursuivi par le parti communiste, même « rénové », c'est de conserver le pouvoir. Aussi le processus de pourrissement du pays est-il bien avancé, et Grigoriants prédit un bain de sang. Seul espoir : les travailleurs, notamment mineurs et cheminots, qui prônent des changements radicaux.

C'est également l'optique de Manannikov qui rappelle d'emblée que la Sibérie avait acquis son autonomie en 1917, avant d'être démembrée en plusieurs entités administratives et devenir la partie de l'empire la plus exploitée. Véritable réservoir de matières premières, celles-ci ne servent qu'à procurer à l'Etat russe des devises pour faciliter ses importations, laissant la population locale dans la misère. Pillée en toute impunité, la Sibérie est en outre de devenir une véritable catastrophe écologique. Le conflit des mineurs du Kouzbass, « le crématoire de la Sibérie » — et par ailleurs bassin minier le plus important du pays — a servi de détonateur au phénomène de ras-le-bol allant en s'amplifiant, tout en révélant, au-delà du discours « libéral » gorbatchévien, la réalité du monopole de l'Etat-parti sur l'information. Seuls les journalistes locaux ont pu mentionner la création de l'« Union des ouvriers du Kouzbass », qui se veut autonome à l'égard des structures syndicales officielles, alors qu'il y avait blocus de l'information dans le reste du pays. En réaction s'est donc créée à Novosibirsk « Sibia », agence de presse autonome sur laquelle la presse officielle tire à boulets rouges, car malgré la Convention de Vienne de 1980, pourtant signée par l'URSS, le gouvernement ne veut pas d'organisme de presse hors de son contrôle. Manannikov vient d'ailleurs de passer un mois en prison et, vu son présent témoignage et ses répercussions, risque de ne pas pouvoir rentrer.

En Pologne

En regard de la situation soviétique, il y a déjà un mieux pour la liberté de la presse en Pologne. En effet, malgré le monopole bureaucratique hérité du pouvoir, à savoir que le « Konzern » du parti communiste possède toutes les imprimeries et les kiosques, contrôle tout le réseau de distribution et détient 90% de la presse officielle — sans compter la radiotélévision, dont la structure est restée inchangée bien que son nouveau président soit membre de Solidarnosc —, des espaces de liberté se sont fait jour ici et là. Ainsi, d'après le témoignage d'Ernest Skalski, rédacteur en chef-adjoint de *Gazeta Wyborcza*, cette dernière tire 500 000 exemplaires, dont 90% vendus, ce qui lui permet de s'autofinancer et de payer correctement ses journalistes, sans appel à la publicité pour laquelle il n'y aurait de toute façon pas de place vu la pagination réduite. En effet, alors que le journal pourrait doubler son tirage, avec de meilleures conditions de vente, il se heurterait de toute façon à la pénurie drastique de matériaux, reflet de la ruine presque complète du pays. Malgré



l'arrivée de Solidarnosc au pouvoir, du moins au niveau gouvernemental, alors que tous les rouages administratifs et la structure économique restent entre les mains du parti communiste, le principe de la liberté de la presse ne restera qu'un vœu pieu sans les moyens effectifs de la mettre en œuvre.

Au Burundi

En contrepoint de cette situation dans les pays « communistes » qui, pour des raisons il est vrai plus spectaculaires — la crise, ça fait vendre ! — que de solidarité, est assez bien couverte par les médias occidentaux, il n'en va pas de même pour d'autres situations,



également dramatiques, à des années-lumière de Paris, Londres ou Washington. C'est le cas du Burundi qui, comme le rappelait avec humour Déo Hakazimana, n'est pas situé « du côté du Sénégal, par là », mais est enclavé en Afrique de l'Est, limitrophe du Runda, du Zaïre et de la Tanzanie. Ex-colonie belge, situé loin des courants d'échanges internationaux et dénué de ressources minières importantes, ce pays n'intéresse personne. Particularité : alors que ses voisins, comme la plupart des pays africains d'ailleurs, ont une densité démographique faible, il est atteint d'une démographie galopante, 200 h/km², soit deux fois plus qu'en France ! Autre particularité, fondement de la violence qui y règne : le pays est divisé en deux ethnies, les Tutsis, 14% de la population, qui règnent sur les 86% de Hutus. La discrimination est encore plus accentuée au niveau de l'appareil d'Etat : 94% des cadres du parti

unique et 95% des magistrats sont tutsis, et plus caricaturale encore au niveau de l'armée avec 99,7% ! Comme en 1972, où 300 000 personnes déjà, soit 7% de la population, ont été massacrées, ce sont au départ les Hutus, exaspérés, qui ont attaqué des maisons d'habitants tutsis le 14 août 1988, mais la répression en retour par l'armée a été impitoyable. Alors que le gouvernement reconnaît 5 000 victimes parmi les Hutus, c'est par dizaines de milliers qu'il faut compter. Pour avoir dénoncé ce « génocide organisé », Déo Hakazimana a d'abord été mis en prison puis, après avoir été relâché, a préféré fuir son pays et est actuellement réfugié à Genève. Mais qui s'intéresse au Burundi ?

En définitive, deux journées de contributions à la nécessité d'informer bien remplies et qui ont confirmé, si besoin était, que l'information ne doit pas être considérée comme une simple marchandise, mais comme le pilier de toute véritable démocratie dans son sens premier, collectivité d'individus autonomes et responsables.

Jean-Jacques GANDINI

SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Les luttes : Peugeot, Impôts, Editos, Amis lecteurs.
- PAGE 4, Les luttes : Infirmières, En bref.
- PAGE 5, Société : Conflit, Histoire à dormir dehors, Antinucléaire, Psychiatrie.
- PAGE 6, Social : Nostalgie, Les formes de luttes.
- PAGE 7, Société : Où est passée l'autogestion, Vive la France !
- PAGE 8, Dans le monde : Argentine.
- PAGE 9, Dans le monde : Suède : la SAC.
- PAGE 10, Expressions : Expression libre à l'Assemblée nationale, Note de lecture.
- PAGE 11, Expressions : Notes de lectures, Bandes dessinées.
- PAGE 12, Arguments : Séminaire international de l'information.

